

## Tout augmente, sauf nos salaires !



Saint-Denis, le 9 avril. Grève nationale des salariéEs de Carrefour. (PHOTOThÈQUE ROUGE/JMB)

*L'explosion des prix, de l'énergie et des produits de première nécessité plombe le budget de la plupart des salariéEs, retraitéEs, sans-emploi. Il faut exiger l'augmentation des salaires et leur indexation sur les prix.*

**F**aire ses courses, se chauffer, payer son logement, ses factures d'eau, d'électricité, utiliser sa voiture pour aller travailler deviennent de vrais cauchemars pour les classes populaires. Plus un jour sans que les étiquettes ne valsent. L'essence a augmenté de 14% et le gazole de 20% depuis septembre. Après la hausse annoncée de 5% du prix du gaz au 1<sup>er</sup> avril, soit plus 20% en un an, ajoutée aux 10% supplémentaires pour l'électricité, le renchérissement des tarifs de l'énergie

va encore aggraver la situation des personnes disposant d'un petit budget.

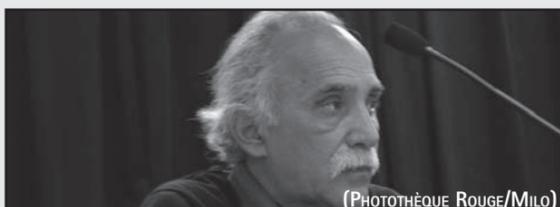
Les spéculations des grands groupes internationaux sur les matières premières agricoles entraînent de fortes hausses des produits alimentaires de première nécessité : plus 15 à 20% pour la farine, 10 à 20% pour le café, 5 à 10% pour les pâtes, 5 à 7% pour le pain, 5 à 8% pour l'huile.

Quant au logement, la part réservée au loyer ne cesse de

s'accroître pour atteindre près de 30% des budgets modestes. Pour la majorité des salariéEs, les travailleuses et travailleurs pauvres, les chômeurs et chômeuses, les retraitéEs, pour tous ceux et celles qui n'ont aucune marge dans leur budget, le recul du pouvoir d'achat est aujourd'hui tel qu'il en devient insupportable.

Ce sont les prix de tout ce qui est indispensable à la vie courante qui ont le plus augmenté.

SUITE PAGE 2



(PHOTOThÈQUE ROUGE/MILO)

**REGARDS**

**Entretien avec Michel Warschawski**

Page 2



**ACTU**

**PS : un programme FMI compatible**

Page 3



**PARLONS-EN**

**Tapie, Sarkozy, Lagarde, la question**

à 390 millions d'euros. Page 9

**Agenda**

**16 avril, manif Gaz de schiste, Meaux.** Manifestation « Non au pétrole et gaz de schiste ». RV à 15 heures, place de l'Europe.

**16 avril, nucléaire, Bourges.** Bourges: Tchernobyl - Bourges « construit l'avenir ». Stand d'information-discussion organisé par le NPA18. Bourges, ville labellisée Tchernobyl: Armes à Uranium appauvri. Stand d'information-discussion: - Distribution de la brochure « Changeons d'ère, sortons du nucléaire » et de tracts. - Campagne de recrutement: Venez liquidateur volontaire! RV de 11 heures à 18 heures, place Cujas.

**21 avril - révolutions arabes - NPA Montpellier.** Tunisie, Égypte, Libye, Syrie, Yémen, etc., ces révolutions et mobilisations sont un tournant. Jusqu'où peut aller le réveil arabe? Le NPA vous invite à venir en discuter. RV à 19 heures, au bar Les Lilas (quartier Figuerolles).

**22 avril, Salah Hamouri, rassemblement, Paris.** Salah Hamouri, jeune Franco-Palestinien est en prison en Israël depuis trois ans. Son comité de soutien organise un rassemblement. RV à 18h30, place de l'Hôtel-de-Ville.

**23-24 avril, Tchernobyl, rassemblement, Paris.** Pour rendre hommage aux victimes de Tchernobyl, il y a 25 ans, deux journées d'action sont organisées. RV samedi de 11 heures à 19h30 et dimanche de 10 heures à 19h30, parvis des Droits-de-l'Homme, M<sup>o</sup> Trocadéro.

**28 avril, mobilisation « Retraite et Pénibilité », national.** Les unions régionales CFTD, CGT, FSU, Unsa, Solidaires proposent aux salariés d'agir pour la reconnaissance de la pénibilité, la possibilité de départs anticipés. À Paris, RV de 12 à 14 heures devant le Medef, M<sup>o</sup> École-militaire.

**28 avril, révolutions arabes, projection-débat, Les Mureaux.** Attac 78 nord organise une projection débat sur le thème: « Ces révolutions arabes qui nous concernent », avec Omar El Shafey du Comité de solidarité avec le peuple égyptien et Wafa Guiga militante tunisienne. Téhéran de Nader Takmil Homayoun sera projeté. RV à partir de 20 heures, cinéma Frédéric-Dard, 77 rue Paul-Doumer, Les Mureaux.

**30 avril, fête des précaires et du pissenlit, Paris.** Un collectif de précaires organise un défilé festif, pacifique et non partisan. RV à 15 heures, rue de Lisbonne, M<sup>o</sup> Monceau.

**3 mai, soutien à Xavier Mathieu, Compiègne.** Le procès de Xavier Mathieu, ex-Conti, pour refus de prélèvement d'ADN a été reporté au 3 mai. RV dès 8h30 devant le tribunal de Compiègne, 11 rue Henri-de-Séroux.



# 300 euros de plus pour tous !

SUITE DE LA PAGE 1

Dans le même temps, les salaires ne progressent pas. Au milieu des années 1980, la part des salaires dans la richesse produite a brutalement baissé et depuis elle reste à ce niveau exceptionnellement bas pour le plus grand bonheur des actionnaires. Résultat, en 2010, alors qu'on ne cesse de nous parler de sacrifices à cause de la crise, les bénéfices des entreprises du CAC40 ont frôlé leur record historique de 2007 avec 82,5 milliards d'euros.

## GRÈVES POUR LES SALAIRES

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que des grèves pour des augmentations de salaires éclatent un peu partout, dans tous les secteurs. Dans l'automobile, les ouvriers de Toyota Boshoku à Somain (Nord) ont obtenu une prime de 800 euros après plusieurs jours de grève. Depuis le 31 mars, plusieurs centaines de salariés de l'usine Toyota d'Onnaing (Nord) ont eux aussi voté et reconduit la grève avec le même objectif. Dans la construction, les salariés d'Eiffage sont en grève illimitée à plus de 80% pour exiger 85 euros d'augmentation

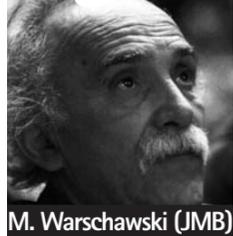
par mois, dans le cadre des négociations annuelles obligatoires. Ils paralysent une vingtaine de chantiers dans la région parisienne. Dans le commerce, ce sont les salariés de Carrefour, qui ont fait l'actualité le week-end dernier en se mettant en grève massivement pour obtenir des revalorisations salariales, l'amélioration des conditions de travail et la fin du projet de scission du groupe Carrefour. Aujourd'hui ces luttes, pourtant nombreuses et à chaque fois massives et déterminées, se déroulent en ordre dispersé, au gré du calendrier des négociations annuelles obligatoires, sur des revendications à chaque fois différentes. Le refus de payer leur crise, le partage des richesses passent en premier lieu par l'augmentation des salaires en prenant sur les profits. Pour rattraper le retard accumulé depuis des années, il faut au minimum 300 euros de plus sur les salaires. L'augmentation doit concerner aussi les retraites et les pensions. Plus globalement aucun revenu ne doit être inférieur à 1500 euros net par mois. Mais face à la flambée des prix, il faut aussi

imposer l'échelle mobile des salaires et de tous les revenus, allocations et retraites. L'indexation des salaires par rapport à l'inflation est le seul moyen de protéger le pouvoir d'achat des salariés. Quand les prix montent, les salaires, les retraites et les pensions doivent suivre automatiquement tous les mois. Alors que les indices officiels minimisent systématiquement l'envolée des prix, il faut que ceux-ci soient contrôlés de manière indépendante par les syndicats et les associations de consommateurs.

Au moment où les profits des entreprises du CAC 40 crévent le plafond, ce qui est à l'ordre du jour, c'est une lutte offensive, une lutte d'ensemble pour l'augmentation générale des salaires. Les patrons eux mènent une politique coordonnée de « modération salariale », en clair de blocage des salaires. Les salariés ont impérativement besoin de coordonner leurs forces, de faire converger leurs luttes.

**Christine Poupin**

## regards



M. Warschawski (JMB)

Propos recueillis par Roger Devaneuse

# La campagne BDS peut influencer Israël

Entretien avec Michel Warschawski (fondateur du Centre d'information alternative de Jérusalem-AIC).

### Printemps arabe? Automne israélien?

Le plus préoccupant, et même plus, c'est l'indifférence de l'opinion publique israélienne et de la classe politique par rapport aux bouleversements de la région, aux frontières même d'Israël.

Alors que le monde entier est interpellé par ce printemps arabe, Israël est enfermé dans son bunker. Beaucoup de temps pour réagir, une réaction avant tout déphasée, les dirigeants ont dû faire semblant d'être contents d'un grand mouvement démocratique et populaire, mais la chute de Moubarak a été vécue comme une menace. Avec des institutions, avec des gouvernements, on croit savoir quoi faire: la paix ou la guerre, froide ou chaude. Quand le peuple apparaît, on est désarçonné et inquiet parce que les masses arabes, voire musulmanes, sont identifiées à une populace fanatisée. Même si le mouvement populaire égyptien ou tunisien n'a rien à voir avec les courants islamistes, on les a immédiatement décrits comme s'ils allaient le devenir, et ils étaient donc une menace. « Derrière tout ça, il y a Al Qaïda, le Hezbollah, le Hamas », l'un et l'autre assimilés à Al Qaïda alors que cela n'a rien à voir.

De l'indifférence, on est passé à une grande inquiétude face à un phénomène ingérable.

### Comment ont réagi les anticolonialistes et les «partis arabes» en Israël?

Quelques petits rassemblements de soutien, avec le mouvement populaire égyptien (quelques dizaines de personnes). Peu d'expression, l'AIC a organisé des discussions à Bethléem. On parle de le faire à Jérusalem. L'opinion publique palestinienne a vibré avec les masses arabes. La réalité d'un printemps arabe est la consécration des analyses d'Azmi Bishara, l'ancien député du parti Balad devenu journaliste sur Al Jazeera: il était jusque-là fort seul à penser «révolution arabe» parmi les intellectuels militants palestiniens, nationaliste arabe avant d'être un nationaliste palestinien.

Les dirigeants du PC israélien étaient des proches de Moubarak et ont perçu sa chute comme négative, avant de corriger le tir.

Il faut comprendre que les dirigeants du PC ou de la Liste arabe unie (conservateurs et islamistes modérés) sont régulièrement les hôtes des pays arabes et donc de leurs gouvernements, qui manœuvrent entre liens avec Israël et soutien affiché, même si c'est formel, aux revendications palestiniennes.

### D'ici, on a eu l'impression que la société civile palestinienne voulait marquer sa solidarité et que tant l'Autorité palestinienne que le Hamas ont voulu contenir ce soutien.

Hamas et AP s'avèrent des forces de l'ordre et n'ont pas moins peur que n'importe quel régime arabe de l'action populaire, à terme incontrôlable. On a parfois exagéré la répression des premières manifestations. En fait, ils ont réagi comme des flics.

Ces manifestations n'ont pas été aussi massives qu'on aurait pu le penser. Mais même limités, des campements de jeunes à Bethléem sur la place de la Nativité et à Ramallah en soutien aux mouvements égyptien et tunisien, et avec la revendication spécifique de l'unité nationale, ont une grande importance symbolique.

En Cisjordanie, il y a une «dénationalisation» provisoire des mentalités. On est moins dans le combat national que dans la reconstruction individuelle et locale. C'est la victoire de la ligne Fayyad. Beaucoup d'argent circule. Les villes-enclaves palestiniennes connaissent un mieux-être et une sécurité relative. La population est encore groggy de la reconquête de 2000 /2005 où une population entière a été cognée, matraquée: c'est plus le matraquage, la destruction, que les morts.

Le risque est réel d'une cassure entre les villes et les campagnes, où la totalité des colons, de la colonisation et de l'occupation ne diminuent pas. Dans les reportages internationaux, on parle beaucoup de la normalisation dans les villes, mais on oublie Gaza et les campagnes.

### Ne peut-on imaginer, étant donné ce printemps et sa prise en compte par l'administration américaine, un changement de stratégie de la part de Netanyahu?

Dès que ça bouge dans le monde arabe, on sort le casque et le fusil. Où allons-nous attaquer maintenant? On le sait: les bombardements de Gaza et tout un travail de préparation «psychologique» sur l'armement dont disposerait le Hezbollah. Israël recherche un nouveau front pour casser le mouvement par une riposte militaire, croyant qu'une attaque militaire majeure pourrait provoquer une redistribution des cartes moins préoccupante. Je vois par exemple difficilement le gouvernement Netanyahu accepter un acte symbolique comme la flottille. Son arrivée à Gaza serait perçue comme une défaite. Au niveau public, on ne traite les questions qu'au dernier moment. Il y a un débat permanent dans la classe politique israélienne sur l'isolement international d'Israël, débat qui traverse le ministère des Affaires étrangères. Comment réagir? Lieberman dit: «on n'en a rien à foutre».

### Et s'il y avait reconnaissance de la Palestine par l'ONU elle-même?

Ce serait une nouvelle défaite avec des répercussions qui vont au-delà. La présence militaire et l'occupation seraient considérées directement comme des actes d'agression. L'extrême droite répond: si l'ONU fait cela, «on va prendre des sanctions». Contre le Brésil? Bien sûr que non. Contre les Palestiniens, comme d'habitude. Israël menace de mesures unilatérales dans les territoires occupés (comme si ce n'était pas déjà le cas). Israël dit sans rire que cette reconnaissance serait une violation des accords d'Oslo et une remise en cause du processus de paix.

### Ton message au mouvement de solidarité?

BDS. La loi votée par le Parlement israélien qui criminalise toute forme d'appel à des sanctions y compris juridiques est en soi la preuve que les autorités israéliennes sont sensibles à cette campagne, moins sur le plan économique (les dégâts sont relativement restreints) que sur le plan politique, avec le sentiment d'isolement grandissant.

Ce sentiment d'isolement peut-il aboutir rapidement à un tournant dans l'opinion israélienne sur la stratégie politique? Oui, à la condition qu'il passe par Washington. Les tensions entre Israël et Washington sont connues. Quand et si l'administration américaine décide de passer d'un malaise dans les relations à une crise (comme avec Bush père), à ce moment-là, les chances d'un glissement de l'opinion israélienne sont importantes. Ce n'est plus pensable pendant le premier mandat d'Obama. On ne peut pas l'exclure dans le second.

Le discours du Caire est la feuille de route. Si elle est appliquée...

Le veto américain souligne qu'Israël a besoin du soutien US et le fait savoir: cette dépendance, marquée par le dernier veto des USA à une résolution du Conseil de sécurité condamnant la colonisation, n'est pas sans contrepartie ultérieure éventuelle.

Parce que le veto américain était acquis, le vote européen était purement formel. Comme l'a dit le ministère des Affaires étrangères, «heureusement, on a l'Europe». Berlusconi et Sarkozy compensent le «communisme pro-arabe d'Obama», comme le disent les néoconservateurs américains. À vous de faire en sorte qu'on n'en reste pas là.

# PS: un programme FMI compatible !

Dans l'histoire des programmes électoraux du Parti socialiste, la modération extrême de celui-ci retient l'attention. Il cristallise un mouvement long d'adaptation du PS au système capitaliste et sa transformation en parti d'alternance. Au prix du renoncement à réduire les inégalités.

Où sont donc passées les classes populaires dans les préoccupations d'un parti qui se dit de gauche? Aucune mesure ne s'attaque aux fléaux sociaux qui touchent la société française: aucun projet de revalorisation des revenus du travail, aucun réengagement dans des services publics aujourd'hui cassés et privatisés, aucune mesure phare contre le chômage de masse (4,5 millions de sans-emploi).

On se rappelle des 35 heures du programme de la future gauche plurielle de 1997, comme d'archéologie car on serait en peine de trouver ne serait-ce que le mot de réduction du temps de travail parmi les mesures envisagées. L'annonce du blocage des loyers, du plafonnement du salaire des PDG - mais uniquement dans le public - font pâle figure tout comme les emplois-jeunes, qui ne sont que des emplois précaires ne débouchant pas sur une embauche en CDI. L'allocation d'autonomie, vieux serpent de mer instrumentalisé le temps d'une élection pour être immédiatement vidée de son sens, n'est ni prévue pour l'ensemble des jeunes en formation ni financée, et son calendrier d'application n'est pas fixé! En matière de créations d'emplois d'ailleurs, la priorité est clairement donnée à la police nationale (10000 postes), alors que l'Éducation nationale devra se contenter de redéploiement d'emplois.

Quant à la loi sur les retraites qui a mobilisé des millions de grévistes et de manifestants à l'automne dernier, on ne trouve aucune trace de son abrogation. La possibilité légale de partir à 60 ans est rétablie, mais Martine Aubry a réaffirmé l'engagement du PS en faveur de l'allongement de la durée de cotisation! Tandis que Dominique Strauss-Kahn,

qui trouvera peu de mesures contraignantes du point de vue «FMI», s'est prononcé en faveur d'un allongement supplémentaire de l'âge légal de départ à la retraite.

Rien non plus sur une autre répartition des richesses, l'augmentation générale des salaires

gouvernements comme dans les institutions internationales, les socialistes mettent en œuvre la même politique que la droite: faire payer la crise aux populations par des plans d'austérité, par une remise en cause constante et planifiée des droits sociaux acquis, de l'accès aux services pu-

vagues promesses sur la sortie du «tout nucléaire» mais pas du nucléaire, on pourra lire un passage vantant la qualité technique et économique du nucléaire français!

Ce programme est sans doute le plus à droite dans la perspective d'une campagne présidentielle. Il

MARTINE AUBRY PRÉSENTE SON PROGRAMME



-FAUSOUR-

alors que les profits des grosses entreprises ne cessent d'augmenter, ni sur la régularisation de tous les sans-papiers. Pour tout le reste, c'est la continuité d'une politique de compétitivité qui implique austérité pour la population et cadeaux au patronat, avec la baisse de l'impôt sur les sociétés. Ce qui a le mérite de la cohérence.

## FAIRE PAYER L'ADDITION AUX PEUPLES

En France, comme dans toute l'Union européenne, dans les

blics. D'ailleurs la réduction de la dette et des déficits figure au frontispice social-démocrate. Et sur ce point tout est dit: priorité au rétablissement du capitalisme et purge pour la population. Sur le même sujet pas un mot sur la dette des peuples du Sud à commencer par celle des peuples qui se soulèvent au sud de la Méditerranée! Frappé par la catastrophe de Fukushima, le lecteur peut s'attendre à une remise en cause du choix nucléaire auquel participe le PS (et d'ailleurs également le PCF). Au-delà de

est totalement compatible avec le fonctionnement d'une société capitaliste. Il prépare la voie d'une alternance douce, qu'une bourgeoisie lassée du tumulte et du fracas sarkozystes, pourrait tout à fait endosser.

La nécessité d'un rassemblement anticapitaliste, indépendant du PS et de son programme, n'en est que plus grande.

Pierre-François Grand



Par Jean-François Cabral

## L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS SUR TOUS LES FRONTS

La France est en guerre: en Afghanistan, en Libye, mais aussi en Côte d'Ivoire et ailleurs... Il y aurait au total près de 10 000 soldats de l'armée française engagés dans onze «opérations extérieures» incluant le Tchad, le Kosovo, le Liban, la République centrafricaine, les régions du Sahel et les côtes somaliennes... Avec au final toujours aussi peu de réactions.

Quand ce n'est pas un soutien franc et massif comme celui du PS, d'abord à propos de la Libye, par la voix de Jean-Marc Ayrault devant le Parlement le 22 mars: «Nous avons suffisamment dénoncé la perte de crédibilité de la France au démarrage des révolutions arabes pour ne pas saluer son engagement aux côtés du peuple libyen. Nous approuvons donc une opération que nous avons souhaitée, dans le cadre que nous voulions, celui des Nations unies, et nous nous félicitons des premiers résultats obtenus». Le même s'est félicité cette semaine de «l'heureuse issue» de la crise ivoirienne.

Ce sont pourtant toujours les mêmes ficelles, au nom du «droit d'ingérence humanitaire» et de l'ONU, ici pour mettre en place une zone d'exclusion aérienne comme en Libye et protéger les populations civiles, là pour les protéger cette fois des exactions de Gbagbo mais apparemment pas de celles de Ouattara ni de ses alliés... Avec la même propension à interpréter lesdites résolutions pour passer à l'offensive...

Pourtant il n'est pas si sûr que l'influence de l'impérialisme français en sorte renforcée. Les opérations militaires ne cessent de s'enliser en Libye où l'Otan a pris dès les premiers jours la direction des opérations malgré les rodomontades de Sarkozy. En Côte d'Ivoire, Gbagbo est viré mais Ouattara aura bien du mal à s'imposer, après être arrivé dans les fourgons de l'ex-armée coloniale.

L'impérialisme français, durement affaibli, multiplie les interventions pour continuer à exister. Mais pour s'émanciper, les peuples ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Les soutenir ici, c'est commencer par mettre fin à l'intervention de notre propre impérialisme.

## Discrimination d'enfants

Cela se passe à côté de chez moi et je suis indignée par l'indifférence de mes concitoyens devant le sort d'enfants étrangers, originaires des pays de l'Est, la plupart musulmans, certains orthodoxes, blancs de peau, normaux comme aurait dit Coluche, mais pauvres...

Durant l'été 2010 un bailleur privé a acheté les locaux de l'ancienne maison de retraite de la gendarmerie de Saint-Gratien (Val-d'Oise). Il a fait venir 70 personnes (dont 29 enfants, écoliers et collégiens) auparavant hébergés à Saint-Gervais dans des locaux vétustes (contrairement à ceux de Saint-Gratien) de la même société. Le bailleur perçoit de l'État une contribution de 17 euros par nuit et par adulte. Au départ, la commune de Saint-Gratien a refusé de scolariser ces 29 enfants. C'est une pratique contraire à la loi d'obligation scolaire.

Deux semaines après la rentrée, à la suite de nombreuses interventions, les quinze élèves du

CP au CM2 ont été regroupés arbitrairement dans une classe unique afin d'être testés. Fonctionnement aberrant, puisque ces enfants ont suivi une scolarité ordinaire en France depuis au moins deux ans et disposent des documents officiels indiquant leur niveau de classe. Ils ont été par la suite répartis dans toutes les écoles de la ville, parfois bien loin de leur lieu d'habitation. Cependant ces enfants ne sont admis ni à la cantine, ni à l'étude, ni au centre de loisirs. C'est discriminatoire puisqu'à Saint-Gratien toutes les familles ont accès à ces services municipaux. La population de Saint-Gratien est vieillissante et applaudit les faits et gestes du maire. Par exemple, un pharmacien a refusé de délivrer des médicaments à des bénéficiaires de la CMU. Cependant, certains groupes de soutien se sont mis en place: collecte de dons, aide alimentaire grâce au Secours populaire et aux Restos du cœur. Mais ce sont des boîtes de conserve que

consomment ces enfants qui tombent malades. La cantine leur permettrait un repas complet. Le 22 janvier, un enfant a été hospitalisé pour cause de malnutrition; il a été sauvé grâce à un dentiste qui lui a arraché gratuitement plusieurs dents cariées; une enseignante avait proposé de payer la cantine à cet enfant car elle le voyait dépérir, elle n'a reçu aucune réponse; des mères d'élèves ont organisé des cours d'alphabétisation pour adultes; des institutrices ont organisé des aides aux devoirs les mercredis après-midi; le médecin d'une mère enceinte, qui est une des rares à pouvoir payer, a demandé l'accès à la cantine de sa fille aînée, scolarisée à l'autre bout de la ville, car elle risque un accouchement précoce: il a essuyé un refus. Pourquoi toutes ces réponses négatives? Car ce serait la porte ouverte à la venue de tous les autres enfants indésirables. La mairie a toujours eu pour argument que ces gens étaient de passage et n'avaient donc pas

besoin des services municipaux. Mais cela fait sept mois qu'ils sont gratiennois. Le bailleur a remercié l'ancienne gérante qui n'était pas assez commerciale et l'a remplacée par un nouveau directeur qui a mis fin à tous les réseaux de soutien qui intervenaient à l'intérieur de l'établissement. La mairie a obtenu, grâce à l'aide de la préfecture, l'interdiction de la venue de nouveaux arrivants. Le directeur, passant par d'autres organismes, a pu faire héberger de nouveaux arrivants sans être dans l'illégalité. De toute façon, les portes étant fermées aux gens de l'extérieur, on ne sait plus ce qui se passe et les nouveaux enfants ne vont même pas à l'école. Certains sont vraiment de passage: ils restent deux ou trois jours, d'autres sont là depuis un mois et demi d'après les dires des résidents. La mairie a fait l'objet d'une saisine auprès de la Halde. Il fait vraiment bon vivre dans cette bourgade du nord de Paris!

## Pécresse se moque des étudiants

Le 11 avril dernier, Valérie Pécresse annonçait un énième plan concernant le logement étudiant.

Le problème n'est pourtant pas nouveau. En France, on compte toujours 340 000 logements pour accueillir près de 2,2 millions d'étudiants. Alors que pour avoir un minimum de chance de trouver un emploi, il faut étudier plus longtemps, plus d'un tiers des étudiants sont obligés de vivre sous le toit de leurs parents. Seuls 10% d'entre eux habitent dans des résidences universitaires gérées par le Crous, c'est-à-dire avec des loyers raisonnables. Pour ceux qui sont logés dans le privé, les loyers exorbitants les contraignent à se salarier en plus de leurs études et à vivre dans la précarité : plus de 100 000 étudiants sont sous le seuil de pauvreté.

Mais Pécresse n'a nullement l'intention d'enrayer

ce phénomène. Elle annonce vouloir passer de 380 000 logements étudiants à 680 000 d'ici 2020. Mais bien évidemment, elle ne propose pas de construire massivement des résidences universitaires du Crous.

Trois mesures phares sont lancées. Désormais les Crous pourront se porter caution pour les étudiants auprès des bailleurs privés. En clair, elle propose que les services du Crous donnent de l'argent au privé.

10% des studios dans le parc des logements sociaux seraient réservés aux étudiants. La pénurie de logement sociaux est flagrante avec dans la majorité des cas près de dix ans d'attente pour obtenir un logement mais ça n'a pas l'air de déranger Valérie Pécresse qui propose de « déshabiller Paul pour habiller Jacques ».

Enfin, elle parle de construire des « logements

alternatifs ». Il faut comprendre des logements à bas coûts dans des préfabriqués ou même comme c'est actuellement testé au Havre, dans des anciens conteneurs à marchandises. Normal, quand on est jeune, on peut occuper des emplois précaires, être moins payés et en plus habiter dans un conteneur !

Il n'y aura pas de raccourcis. Pour améliorer la situation sociale des étudiants, il faut débloquer de l'argent pour construire des chambres universitaires du Crous, augmenter les aides au logement (APL et ALS) qui n'ont pas bougé depuis 1994. Et pour permettre à tous les jeunes de pouvoir étudier sans se salarier ni vivre dans la misère, il faudrait mettre en place une allocation d'autonomie pour tous, une sorte de pré-salaire reconnaissant à tous les jeunes le droit de se former.

Bien sûr, pour débloquer de l'argent, il faut accepter d'aller le chercher là où il est. Il paraît qu'en 2010 les entreprises du CAC 40 ont fait plus de 80 milliards de bénéfices...

Juliette Stein



## BURQA, LAÏCITÉ « Choc des civilisations » à la française

Un mot est en train de devenir pour Sarkozy et l'UMP un des axes majeurs de 2012. Il ne s'agit pas bien évidemment d'un vrai problème, du type nucléaire, chômage, crise économique... Non, il s'agit du mot « laïcité ». Ce faux débat est monté en épingle par tout le gouvernement, repris par la plupart des médias. Il ne sert qu'à viser une partie de la population, les musulmanes, et à propager le racisme, sur lequel le FN prospère.

Il existe une forme d'hystérie médiatique et politique qui vise à alimenter l'idée que l'islam constitue une menace pour « nos valeurs républicaines ». Depuis que Marine Le Pen a lancé le débat pour interdire les prières des musulmans dans la rue, la surenchère est permanente, avec encore cette semaine la sortie puante de Guéant, pour qui « l'accroissement du nombre des fidèles » musulmans et « un certain nombre de comportements posent problème ».

L'application à partir du 11 avril de la loi « antiburqa » le montre bien. C'est une mesure discriminatoire, qui va aboutir à un harcèlement policier de quelques milliers de femmes. Loin de les « libérer », la loi va restreindre leurs sorties. L'idéologie dominante instrumentalise les valeurs républicaines qui deviennent le paravent d'une campagne islamophobe.

Pour Sarkozy, cette politique a un double intérêt. Premièrement, diviser la population tout en soudant une partie des classes populaires sur le thème de « l'identité nationale ». Deuxièmement, cela affaiblit la gauche car une grande partie tombe dans le panneau de « l'union nationale » et du soutien aux valeurs républicaines face à la « menace islamiste ». Lors du vote en 2010, seuls le NPA et les Verts se sont opposés à la loi. Le PS l'a soutenue. Mélenchon s'est prononcé « pour une loi interdisant la burqa » et contre les prières dans la rue. Le PCF s'est abstenu, et n'a pas exclu Gerin qui s'était rangé du côté des plus islamophobes. La gauche est donc profondément divisée sur cette question de la laïcité et la droite cherche à en profiter.

Il y a fort à craindre que la loi contre le niqab ne soit qu'une première étape vers l'interdiction plus générale du « foulard islamique ». Le 11 avril, le gouvernement a sorti 100 000 affiches et 400 000 tracts « la République se vit à visage découvert » afin de relayer sa campagne raciste contre les femmes musulmanes portant le foulard, avec l'interdiction d'accompagner les sorties scolaires. Les 26 propositions de l'UMP sur la laïcité vont dans ce sens. L'objectif affiché est de « rédiger un code [de la laïcité] au sens strict du terme » afin de passer « d'un islam en France à un islam de France ». Organisé et dirigé par l'État français ! Le document de l'UMP est digne des codes de l'indigénat colonial. Une des propositions signifie l'interdiction du foulard islamique dans les lieux publics : « consacrer, par voie législative, l'interdiction faite à quiconque de se prévaloir de ses croyances religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant les relations entre collectivités publiques et particuliers ».

Ne laissons pas faire, refusons la logique de stigmatisation, qui fait des musulmanes les boucs émissaires de la crise. Il y a urgence à ne pas tomber dans le piège d'un « choc des civilisations » à la française.

Antoine Boulangé



10 septembre 2010. Christian Piquet, Jean-Luc Mélenchon et Pierre Laurent à la fête de l'Humanité, forum du Front de Gauche. (PHOTO THÉQUE ROUGE/JMB)

## CONSEIL NATIONAL DU PCF

### Je te tiens, tu me tiens par la barbichette

Les tractations ont débuté au sein du Front de gauche en vue des élections présidentielles et législatives. Mélenchon pourrait être adoubé par le PCF, à condition de ne pas être trop gourmand en sièges de député. Une conférence devrait le confirmer en juin.

Le Conseil national qui s'est tenu les 8 et 9 avril avait pour objectif de lancer le débat au sein du PCF sur l'orientation à mettre en œuvre lors des prochaines échéances électorales, ce débat devant être conclu par une conférence nationale qui se tiendra en juin.

L'objet essentiel et ultime du rapport introductif de Pierre Laurent était de légitimer le choix de la direction selon lequel la « candidature de Jean-Luc Mélenchon peut être envisagée par notre parti dans le cadre d'un accord d'ensemble avec nos partenaires », accord qui doit notamment assurer « la place majeure de notre parti ». Cette intronisation de Jean-Luc Mélenchon comme possible candidat du Front de gauche n'est donc pas sans condition. En contrepartie, le PCF exige de ses partenaires non seulement que ses sortants soient reconduits, mais d'être titulaire partout où « le PCF est un atout essentiel de conquête et de rassemblement ». Ainsi, dans les marchandages avec ses partenaires,

des critiques sont émises sur le programme du PS, mais il n'est jamais dit, ni que ce programme est parfaitement compatible avec l'orientation préconisée par un Dominique Strauss-Kahn, président du FMI ni que le PCF ne participera pas ou ne soutiendra pas un gouvernement qui mettrait en œuvre un tel programme. De réelles dissonances sont perceptibles au sein du Front de gauche. Ainsi en est-il de la résolution votée par le Conseil national du Parti de gauche qui s'est tenu les 9 et 10 avril qui propose notamment d'ouvrir « des discussions avec le NPA afin de leur renouveler clairement une proposition d'alliance pour ces élections. Tout doit être tenté pour rassembler l'autre gauche jusqu'au parti d'Olivier Besancenot ». Il n'est plus question ici de ralliement du NPA au Front de gauche mais d'alliance politique. Elle entre en concordance avec la résolution votée par le Conseil politique national du NPA : « Sur ces bases, le NPA se bat pour un rassemblement

anticapitaliste pour agir dans les prochaines mobilisations sociales et en vue d'une campagne commune pour les prochaines échéances électorales. [...] Nous ferons connaître publiquement cette proposition, notamment par l'activité militante des comités du NPA, et à toutes les forces politiques, syndicales, associatives (LO, AL, PCF, PG, GU, Fage dont les Alternatifs, écologistes radicaux, CGT, Solidaires, FSU, CNT, Attac, Copernic...). À cette fin, nous rencontrerons chacune de ces organisations sous les formes appropriées. » Le NPA a proposé au Parti de gauche de se rencontrer prochainement. Ce sera l'occasion de discuter du contenu d'un programme de rupture avec le capitalisme à défendre lors des prochaines échéances électorales, de la nécessaire indépendance à l'égard du Parti socialiste, enfin de la meilleure candidature possible pour rassembler la gauche anticapitaliste, et de vérifier ainsi les possibilités ou non d'une alliance politique.

Léonce Aguirre



Tokyo, le 10 avril. Manifestation des antinucléaires. (REUTERS/ISSEI KATO)

## L'armée contre la révolution en Égypte

*En attaquant les manifestants place Tahrir, le pouvoir militaire est sorti de sa prétendue neutralité.*

Vendredi 8 avril, la manifestation sur la place Tahrir a réuni plus d'un million de personnes. C'était la plus grosse manifestation depuis la chute d'Hosni Moubarak. Les principales revendications étaient l'arrestation et le jugement de Moubarak et de ses fils, Alaa et Gamal, et la dénonciation des complicités dont il continue de bénéficier dans sa résidence luxueuse de Charm el-Cheikh. Les manifestants ont aussi réclamé la démission du maréchal Hussein Tantawi, chef du Conseil suprême des forces armées, qui dirige l'armée égyptienne depuis la chute de Moubarak. Tatawi a été ministre de la Défense de Moubarak pendant vingt ans et en est resté très proche. Les manifestants ne supportent plus que ce soit un comité militaire non élu qui dirige le pays durant une période dite de transition. La nécessité d'élire immédiatement un conseil constitué de civils pour assurer cette transition faisait partie des revendications de la manifestation.

Le lendemain samedi, au moment du couvre-feu, vers trois heures du matin, des dizaines de véhicules blindés ont pris position autour de la place Tahrir et des centaines de soldats accompagnés de policiers ont attaqué les 1 500 manifestants encore sur place. Ils ont utilisé des Taser, des grenades lacrymogènes mais aussi des armes automatiques. Un manifestant a été tué et il y a eu 71 blessés. Une trentaine de soldats et officiers qui s'étaient publiquement ralliés à la révolution au cours de la manifestation du vendredi ont été arrêtés.

Par cette première attaque physique contre des révolutionnaires, l'armée qui se présente toujours comme la garante du processus démocratique, a essayé d'intimider le mouvement révolutionnaire. Elle a été directement mise en cause par les manifestants et a voulu indiquer qu'elle ne le supportait pas. Au lendemain de cette attaque, le Conseil suprême des forces armées a fait marche arrière, déclarant n'avoir pas ouvert le feu et dénonçant des provocations.

Les principaux chefs militaires actuellement au pouvoir faisaient parti du système de corruption organisé par Moubarak et leur slogan «*l'armée et le peuple unis comme les doigts de la main*» ne pourra pas être crédible longtemps au moment où ils répriment les manifestants.

La route est étroite pour le nouveau pouvoir militaire. Il est coincé entre, d'une part, sa volonté de maintenir l'essentiel de ses prérogatives, de répondre aux injonctions du FMI actuellement en visite dans le pays et, d'autre part, un mouvement révolutionnaire qui ne faiblit pas et exige la destitution de tous les responsables corrompus encore au pouvoir.

Le gouvernement a dû finalement annoncer que Moubarak devrait comparaître devant un tribunal du Caire pour assassinats et détournements de fonds. Durant ses 30 ans de règne, il a accumulé avec sa famille une fortune personnelle considérable sur des comptes secrets ou en biens immobiliers. Elle est estimée à 70 milliards de dollars par le quotidien britannique *The Guardian*.

**Jacques Radcliff**

Lire aussi la déclaration des socialistes révolutionnaires sur le site d'Europe solidaire : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article21035>

## Où en est la solidarité avec le Japon ?

*Alors que le Japon reste plongé dans la crise, nous faisons le point sur la campagne de solidarité.*

Deux titres d'articles publiés dans *le Monde* du 12 avril résumant bien la situation dans l'archipel : «*Un mois après le tsunami, le nord-est du Japon offre toujours l'image du chaos*»; «*Autour de Fukushima, la contamination est aussi forte qu'à Tchernobyl par endroits*». La région sinistrée continue d'être frappée par des répliques du tremblement de terre. La crise nucléaire est loin d'être jugulée. Outre les logements, un très grand nombre d'entreprises ont été détruites, ou bien se trouvent en zones contaminées par la radioactivité. Sur de vastes territoires, les terres agricoles sont devenues impropres à la production. Le spectre du chômage de masse hante les survivants de la catastrophe du 11 mars.

Sur le front antinucléaire, de premières manifestations numériquement importantes ont eu lieu au Japon le week-end dernier, avec 17 500 personnes mobilisées en deux cortèges à Tokyo, le 10 avril. De même, des associations se créent pour effectuer des mesures indépendantes de la radioactivité.

L'urgence de la solidarité ne se dément pas. Les fonds que nous collectons sont destinés à la coordination syndicale «nord-est» du Conseil national des

syndicats (NTUC). Dans un message publié le 1<sup>er</sup> avril et dont nous venons de recevoir la traduction<sup>1</sup>, cette dernière remercie ses «amis japonais et internationaux» pour «l'aide solidaire et les encouragements» reçus. Elle fait le point de ses activités.

Dans un premier temps, l'organisation des secours matériels était impossible, faute de stocks disponibles et de carburant pour les déplacements. La coordination syndicale a d'abord vérifié que ses membres et leurs familles étaient en vie (certains ont perdu leur lieu de résidence). Puis elle a commencé à distribuer des biens spécifiques : huile de chauffage pour les personnes âgées et autres foyers démunis, chauffeuses électriques là où se trouvent des bébés pour faire bouillir l'eau tant que les circuits de gaz n'ont pas été rétablis, dynamos pour équiper des centres d'évacuation sans électricité... Les membres du NTUC participent aussi à la remise en état de maisons qui avaient été envahies par les eaux lors du tsunami. Avec la fourniture de carburant et le ravitaillement des commerces, le NTUC déclarait, au 1<sup>er</sup> avril, pouvoir passer à une nouvelle étape de ses activités en envoyant des équipes militantes dans les zones les plus reculées afin de vérifier

que là aussi leurs contacts (notamment les personnes âgées) ont survécu ; en multipliant l'aide matérielle grâce aux fonds reçus de la solidarité. Ils invitent leurs amis à venir voir sur place la situation et le travail effectué (pouvant accueillir jusqu'à trois ou quatre personnes à la fois).

Environ 12 000 euros ont été collectés à ce jour, à la suite de l'appel lancé par Europe solidaire sans frontières (ESSF<sup>2</sup>), en provenance d'Allemagne, de Grande-Bretagne et de France, du Congo, de Hongkong, du Pakistan, de Sri Lanka et de Taïwan.

Par ailleurs, le message de la régionale Nord-Est du NTUC a été reproduit dans le bulletin international de l'Union syndicale Solidaires. Il est en effet urgent que la solidarité envers les populations japonaises s'élargisse dans le mouvement social français et international.

**Pierre Roussel, Danielle Sabai**

1. L'intégralité du message est disponible sur [europe-solidaire.org](http://europe-solidaire.org) (article 21024).

2. Voir l'appel initial à la solidarité sur [europe-solidaire.org](http://europe-solidaire.org) (article 20666).

\* Solidarité : Chèques à l'ordre d'ESSF, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. Pour les virements, voir sur le site.

## Triste chant en Haïti

«*Je suis le changement et j'ai les mains propres*» déclare Michel Martelly, nouveau président d'Haïti, qui serait élu avec 67% des suffrages exprimés. On aimerait y croire mais quand on fouille le passé de Martelly on découvre que ce dernier fut Tonton Macoute (milice sanguinaire sous l'ère Duvalier). Il ne cache pas sa couleur politique puisqu'il se définit comme néolibéral, ni ses amitiés avec les militaires putschistes de 1991, eux-mêmes d'anciens Tontons Macoutes. Désespérés par une classe politique décredibilisée, les Haïtiens, lors d'un scrutin très discutable, ont choisi d'élire ce chanteur populaire de konpa (musique traditionnelle haïtienne). Malgré son positionnement à droite, flou durant la campagne, les Haïtiens ont voté pour les promesses de réforme agraire et de déve-

loppement du tourisme promis par celui que l'on surnomme là-bas : «sweet Micky». Martelly a profité de sa grande popularité qui lui a permis d'arriver en tête ; loin d'imposer son programme politique, il a su incarner avec démagogie l'antisystème. Le parti de Préval, l'ancien président, reste majoritaire au Parlement ce qui annonce de longues tractations avant de parvenir à la formation d'un gouvernement. Mais cette élection a surtout été une parodie de démocratie. Le premier tour ayant eu lieu le 28 novembre, il a donc fallu plus de quatre mois pour parvenir à ce résultat. Marquée par une fraude massive, «l'élection-sélection» comme la surnomme les Haïtiens, a vu les différents clans, armés par la mafia, s'affronter durant ces quatre mois, causant la mort de plusieurs dizaine de personnes.

Cette élection a vu aussi le retour – au pays du vaudou et des zombis rien d'étonnant – de l'ancien dictateur Jean-Claude Duvalier alias Baby Doc et de l'ancien président Aristide, tout deux chassés en leur temps par des mobilisations populaires, ce qui n'est guère un bon présage pour l'avenir des Haïtiens.

Le pays reste toujours en désolation depuis le tremblement de terre du 12 janvier 2010. À peine 20% des décombres ont été déblayés, 150 000 personnes restent sans logement alors que la saison des ouragans va débiter.

Les pays occidentaux n'ont pas honoré les promesses faites au lendemain de la catastrophe sous la pression de l'émotion mondiale. Moins d'un quart des 10 milliards de dollars annoncés pour la reconstruction du pays ont été versés.

Le manque d'alternative politique et sociale sur l'île est toujours aussi criant. Plus d'un an après le tremblement de terre, le cauchemar continue donc pour les Haïtiens dans un pays rongé par les séquelles du tremblement de terre, le choléra qui a fait 5 000 morts et une corruption paralysante.

**Thibault Blondin**

# FLOTTILLE DE LA LIBERTÉ L'INTERNATIONAL

*Il y a bientôt un an, la première flottille de la liberté était attaquée dans les eaux internationales, au large de Gaza. L'armée israélienne a, lors de cet acte de piraterie, tué neuf militants, dont quatre à bout portant et en a blessé plus de 50, dont 30 grièvement. Le gouvernement israélien en choisissant délibérément la répression sanglante, a voulu envoyer un signal fort au mouvement de solidarité et a tenté de lui donner un coup d'arrêt. Cette flottille brisait un silence international confortable autour de l'enfermement de 1,5 million de Palestiniens dans la petite bande de Gaza. Il fallait de son point de vue arrêter cette dynamique avant qu'elle n'aille trop loin. Faire taire le mouvement international qui, par la campagne BDS ou par ces flottilles, met en œuvre une solidarité directe et cherche à isoler sur la scène internationale cet État. Pour Israël, cette attaque n'a pas eu l'effet escompté. Au contraire, sa violence a suscité une indignation internationale et, loin d'intimider le mouvement de solidarité, elle a renforcé sa détermination et contribué à son élargissement.*

*Le mouvement de solidarité a aujourd'hui des modes d'action efficaces. La campagne « Boycott, désinvestissement, sanctions » et la flottille en font partie. Dans les deux cas, il s'agit d'une résistance active. Dans les deux cas, il s'agit d'un mouvement international coordonné, fonctionnant selon son propre agenda. Le mouvement BDS s'inscrit aujourd'hui dans la durée et organise un mouvement de masse, construisant une campagne ciblant l'État israélien pour ce qu'il est, c'est-à-dire un État d'apartheid avec lequel on ne peut se compromettre, qu'il faut isoler pour lui imposer le respect du droit. La flottille est une action spectaculaire, qui rompt le silence et apporte une solidarité concrète aux Palestiniens de Gaza. Les deux existent parce que les États se rendent complices de l'oppression quotidienne vécue par le peuple palestinien. Ces deux campagnes existent parce que le mouvement de solidarité ne se résigne pas et est à l'offensive.*

*Au mois de mai prochain, un an après, une nouvelle flottille sera en Méditerranée. Toujours déterminée, et bien plus forte : aux six bateaux, grecs, irlandais, turcs, suédois et étatsuniens, de la première flottille de la liberté, se joindront des bateaux venus d'Espagne, d'Écosse, de Norvège, d'Italie, d'Afrique du Sud, d'Indonésie, d'Inde, de France... entre autres ! Le message est simple : la solidarité internationale s'exprime en actes, nous refusons d'être complices de nos États. Nous exigeons la levée totale du blocus qui enferme les Palestiniens de Gaza depuis cinq ans. Nous rappellerons au monde entier que les discours creux du « processus de paix » cachent blocus, occupation, colonisation et massacres. Et si cette seconde flottille ne suffit pas, nous serons encore plus nombreux et déterminés la prochaine fois.*

## Un bateau pour Gaza, une vague de mobilisations en France

**A**u lendemain de la première flottille de la liberté, plus de quatre-vingts organisations, ONG, partis politiques, syndicats et associations se sont regroupés dans une coalition autour du projet de bateau français, afin de revendiquer la levée totale du blocus, terrestre et maritime. Nous sommes aujourd'hui à mi-chemin de cette campagne. Elle a déjà fait la démonstration de la force du mouvement de solidarité en France. Près de 1400 actions ont été organisées dans toutes les villes et villages de France : sur les marchés, dans les cinémas, dans les salles des fêtes, la campagne bat son plein. En organisant des festivals, des concerts ou des rassemblements publics, le mouvement de solidarité a permis la levée de plus de 300 000 euros depuis mi-janvier, tout en mobilisant largement autour de la revendication de la levée du blocus. C'est maintenant la dernière ligne droite pour la campagne. Il s'agit tout d'abord de renforcer le soutien



financier à la flottille : toutes celles et ceux qui ont apporté leur soutien pour envoyer un bateau français pour Gaza sont invités à proposer un nom pour ce bateau qui les représentera et à lui permettre de parcourir les derniers kilomètres qui le séparent de la bande de Gaza. Il s'agit aussi dans les semaines à venir de favoriser l'engagement des milliers de participantEs aux mobilisations qui ont rythmé les dernières semaines, en ouvrant les collectifs, en proposant des actions locales afin de construire la visibilité médiatique de la campagne et le rapport de forces nécessaire pour imposer au gouvernement un départ de France du bateau. Enfin, avant même que les bateaux soient en mer, nous aurons à déjouer toutes les tentatives israéliennes, de pressions politiques, médiatiques voire de sabotages, visant à laisser les bateaux à cale sèche. Au-delà des initiatives locales, des événements politiques nationaux, meeting, concert, participation à la manifestation contre le G8 au Havre le 21 mai, rythmeront la campagne ces prochaines semaines. Avant de nombreux rassemblements pour accompagner le départ du bateau.

## Gaza de nouveau bombardé !

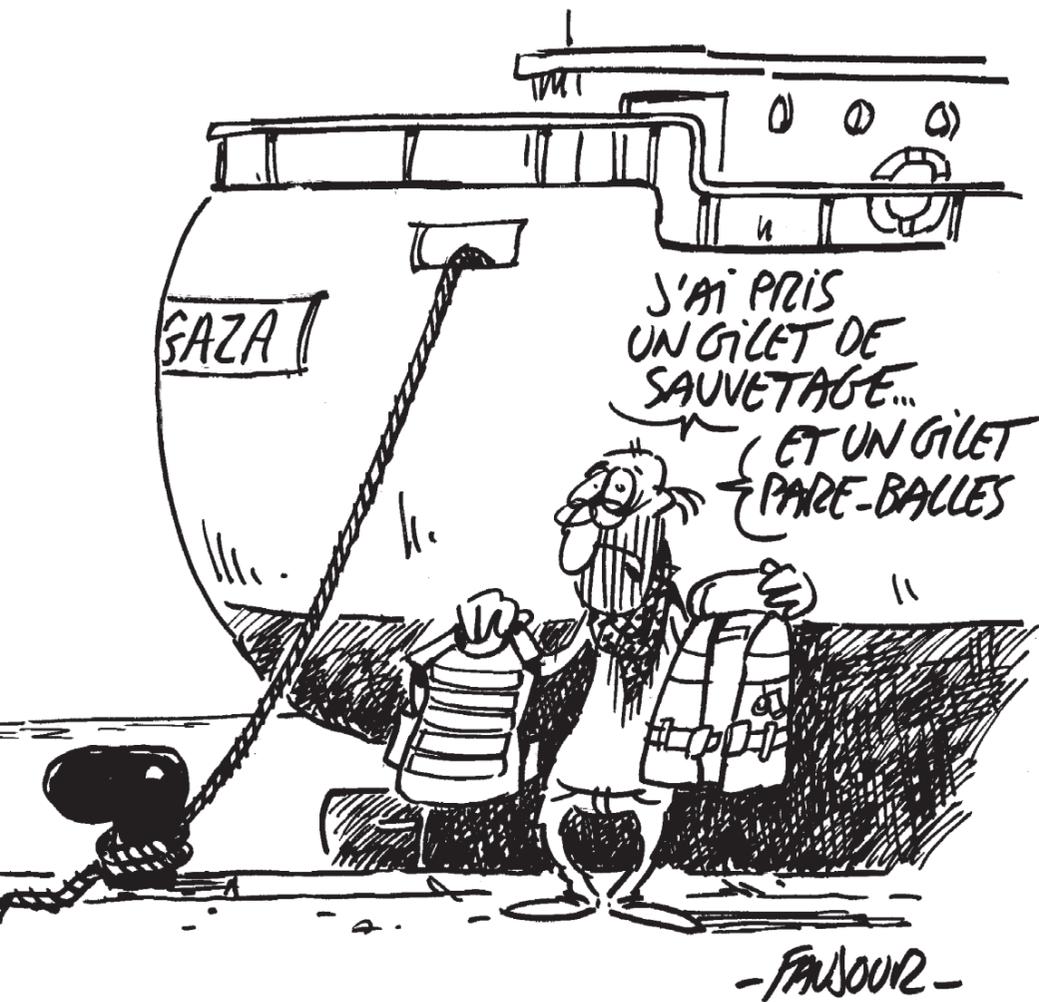
**U**n très mauvais poisson d'avril « made in Israël ». Le 1<sup>er</sup> avril dernier, il était possible d'entendre sur une chaîne israélienne que la construction d'une île artificielle en mer Méditerranée était à l'étude et permettrait à Israël de se débarrasser « définitivement de la bande de Gaza » en abandonnant sa tutelle sur les échanges commerciaux du territoire « tout en maintenant son blocus en pleine mer pour empêcher la contrebande d'armes ». Cet « humour » nauséabond fait échos aux déclarations très sérieuses que faisait l'ancien Premier ministre israélien Itzhak Rabin de voir sombrer Gaza dans la Méditerranée. Ce « hoax » est aussi en phase, malheureusement, avec la réalité vécue par les Palestiniens de Gaza aujourd'hui, une nouvelle fois soumis aux bombardements et aux assassinats. La volonté d'Israël de se « débarrasser de Gaza » est de nouveau à l'œuvre, et ce n'est pas un poisson d'avril. Après cinq années de blocus établi par Israël et le régime militaire égyptien, avec la complicité active des États-Unis et de l'Union européenne, après le massacre de l'hiver 2009, les bombardements à l'encontre de la population gazaouie ont repris. Depuis deux semaines,

plus de vingt Palestiniens, dont de nombreux enfants pour certains jouant au foot sur un terrain vague, sont décédés, des maisons ont été détruites, deux écoles et des tunnels ont été visés. Cette stratégie de la tension touche également la Cisjordanie qui a connu dans la dernière semaine de mars plus de 50 incursions militaires, avec à la clef des dizaines d'arrestations et des destructions d'infrastructures (puits, routes...), tandis que la mairie de Jérusalem autorisait la construction de 942 nouveaux logements dans Jérusalem-Est. Ainsi Israël répond au vent d'espoir pour les Palestiniens porté par les révolutions au Maghreb et au Machrek, ainsi qu'aux mouvements de jeunes Palestiniens réclamant l'unité contre l'occupant. Destabilisé sur la scène internationale par les mouvements sociaux s'emparant de la campagne BDS et de la prochaine flottille, inquiet de la tournure que pourraient prendre les processus révolutionnaires dans la région quant à leurs intérêts, Israël envoie un signal, qui consiste comme toujours à imposer sa force, à chercher à détruire la société palestinienne et à annihiler les possibilités de révoltes.

Pour suivre la campagne fr unbateaupour Gaza Pour prendre contact avec la commission Mo Palestine d contact-m npa2009

# LIBERTÉ POUR GAZA LISME EN ACTES

CROISIÈRE NE VA PAS S'AMUSER



## Israël s'inquiète de la 2<sup>e</sup> flottille et de la campagne BDS: Il y a de quoi!

Israël a engagé, le 23 mars dernier, une campagne de propagande et de pressions politiques dont le but est d'empêcher le départ fin mai de la deuxième flottille de la liberté. Ainsi, le bras droit du dirigeant d'extrême droite Lieberman, le vice-ministre des Affaires étrangères, a réuni les ambassadeurs en poste en Israël afin de leur demander leur aide pour stopper notre flottille. Quelques jours plus tard, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, s'adressait au secrétaire général de l'ONU pour lui demander d'empêcher la réalisation de la campagne.

Ils s'inquiètent de voir vingt bateaux en pleine mer Méditerranée, déterminés à naviguer jusqu'à Gaza pour rompre le blocus, tout comme ils s'inquiètent de la dynamique que connaît la campagne BDS. Ainsi, une nouvelle unité a été créée au sein des renseignements militaires afin de surveiller et contrôler les groupes de gauche impliqués dans ces campagnes. Elle a également pour objectif de collecter toutes les informations concernant les groupes qui s'efforcent de poursuivre en justice les criminels de guerre israéliens, et «examinera» selon le journal Haaretz, «les liens éventuels entre ces groupes et des groupes terroristes». Lorsqu'on connaît la propension d'Israël à

définir toutes organisations palestiniennes résistantes comme «terroristes», nous pouvons être certains de voir fleurir dans les semaines qui viennent des campagnes de propagande contre tous les mouvements de solidarité avec la lutte du peuple palestinien. Ces annonces prouvent que le gouvernement israélien est aux abois et se retrouve sur la défensive. Elles font suite à la décision du gouvernement Lieberman-Netanyahu de criminaliser celles et ceux qui, en Israël, appellent au BDS, à la décision de la Knesset (Parlement) de supprimer certains droits de la députée Hanan Zouabi à la suite de sa participation à la première flottille, tout comme elles s'inscrivent dans les tentatives en France de criminaliser, ici aussi, les militants du BDS. Toutes ces tentatives pour museler, à l'intérieur comme à l'extérieur, toutes critiques et mises en cause sont certes à prendre au sérieux, et nous invitent à la solidarité totale avec les déjà ou futurEs inculpés, ici ou là-bas. Mais elles renforcent aussi notre détermination, démontrant que nos actions font mal, qu'elles tapent fort et juste, en acculant cet État à dévoiler le masque de «la première démocratie» du Moyen-Orient pour laisser apparaître le visage du régime d'apartheid qu'il construit.

## Le 19<sup>e</sup> se met à l'eau

Dimanche 3 avril, le collectif un Bateau pour Gaza du 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris faisait sa première sortie. Après plusieurs diffusions de tracts au cours des semaines précédentes, s'accompagnant de collectes d'argent afin de contribuer à l'achat du bateau, le collectif organisait un après-midi d'interventions festives et politiques au cœur du quartier. Aux côtés des militantEs du NPA, du PG, du PC, d'ÉÉ-les Verts, de la CGT ou de la LDH, etc., des habitantEs du quartier se sont impliqués dans la préparation et la réalisation de cette initiative. Prises de parole, discussions autour du buffet et musique ont rythmé cet après-midi qui a permis à de nombreux habitantEs du quartier de prendre connaissance de la campagne, d'échanger autour de la Palestine et des révolutions en cours de l'autre côté de la Méditerranée. Cette initiative a également permis de faire la promotion de la projection du film *Gaza Strophe* diffusé par le collectif deux jours

plus tard. Ce documentaire, plusieurs fois primé dans des festivals, fait prendre la mesure de la catastrophe vécue par les Palestiniens de Gaza au cours de l'opération «plomb durci» et, au-delà, du fait du blocus et des bombardements quotidiens. Film très dérangeant visiblement, puisque de nombreuses pressions ont été exercées contre France Télévision pour empêcher sa diffusion, tandis que la projection à Versailles a été déprogrammée et qu'un débat a été annulé le 16 mars à Ris-Orangis. Les nervis de Ligue de défense juive, ont tenté d'empêcher sans y parvenir du fait de l'intervention du projectionniste, la diffusion du film dans un cinéma parisien le 3 avril. Dans le 19<sup>e</sup>, près de 100 personnes ont assisté à la projection malgré, une fois encore, la présence dans les alentours de membres de cette milice. Ces premières initiatives ont rencontré un écho certain, et encourage le collectif nouvellement créé à poursuivre les actions et les initiatives dans les semaines à venir.

## À lire :

*La Flottille, Solidarité internationale et Piraterie d'État au large de Gaza*, de Thomas Sommer-Houdeville aux éditions Zones. Ce livre-témoignage relate la

construction de la première flottille de la liberté et les enseignements que l'on peut en tirer.

Un outil à mettre entre toutes les mains pour construire cette campagne. (Voir *Tout est à nous!* n°97)

## À voir :

*Gaza we are coming*, documentaire relatant l'histoire du premier bateau qui en 2008 parvint jusqu'à Gaza. (sur le site de la campagne [unbateaupourgaza.fr](http://unbateaupourgaza.fr) rubrique «outils»).

## À venir :

30 avril : assemblée générale militante de la campagne  
13 mai, meeting-concert national à Paris  
21 mai, participation à la manifestation contre le G8-G20 au Havre.



la  
ançaise :  
urgaza.fr  
ntact avec la  
yen-Orient  
u NPA :  
opal@  
.org



<http://orta.dynalias.org>

Un tract à réaliser, un site à alimenter ? Pour toutes les publications militantes, vous trouverez des photos prises par les militants du NPA sur le site de la photothèque. Elles sont en haute définition, ce qui permet de les imprimer avec une bonne qualité. Pour les utiliser, il suffit de bien indiquer leur provenance et le ou la photographe, en reproduisant le crédit figurant sous la photo. Et, en prenant contact avec les camarades qui gèrent la photothèque, il est possible et même souhaitable, de déposer vos propres photos.

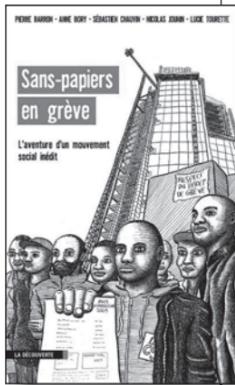
## L'essai

### SANS-PAPIERS EN GRÈVE

#### L'aventure d'un mouvement social inédit

P. BARRON,  
A. BORY,  
S. CHAUVIN,  
N. JOUNIN,  
L. TOURETTE

La Découverte  
312 pages  
19 euros



Fruit d'une enquête collective, ce livre retrace la chronique d'une des luttes les plus significatives de ces dernières années : celle menée à partir de 2008 par des milliers de travailleurs sans papiers pour obtenir leur régularisation. Significative, cette lutte l'est d'abord du fonctionnement d'une multiplicité de secteurs économiques (restauration, nettoyage, bâtiment, aide à la personne, intérim...) où l'irrégularité du séjour est utilisée par les employeurs pour imposer des conditions de travail et de rémunération dégradées. Elle l'est également des difficultés auxquelles se confronte la mobilisation de cette catégorie particulière de travailleurs que sont les sans-papiers. Ceux-ci ont exigé – et dans bien des cas obtenu – leur régularisation au nom de leur statut de travailleurs, et c'est en tant que tels qu'ils se sont mobilisés, avec le soutien notamment de la CGT et de Droits devant !!, par la grève avec occupation de leurs lieux de travail. Ce faisant, ils se sont positionnés à distance des revendications de régularisation générale portées par d'autres mouvements, ce qui a suscité des tensions parfois vives (on se rappelle l'occupation de la Bourse du travail de Paris) avec certains collectifs de sans-papiers. Le livre se révèle également passionnant par ce qu'il révèle de l'attitude tant du patronat que du gouvernement, pris dans une contradiction entre l'intransigeance affichée à l'égard de l'immigration et l'exploitation, à des fins de dumping social, de la précarité générée par l'absence de papiers en règle.

Lilian Mathieu

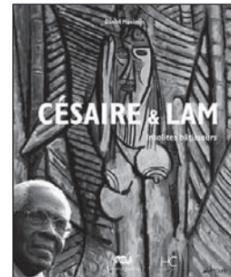
À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE  
27 rue Taine 75012 Paris / [www.la-breche.com](http://www.la-breche.com)  
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43  
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



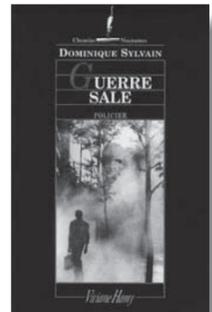
CD  
**PSYCH FUNK SA-RE-GA!**  
Various artists  
World Psychedelic Funk Classic  
Le cinéma populaire indien ne produisit pas que des bandes originales kitsch pour comédies musicales romantiques dans de beaux palais de Maharajah d'opérette. L'Inde assimila aussi, à sa manière, durant les années 1970, les révolutions culturelles venues des USA et d'Angleterre. Alors que Woodstock sonnait l'heure de la révolte hallucinée et que les guitares parlaient plus que les artistes ne chantaient, une partie des jeunes compositeurs (comme le génial R.D. Burman) qui travaillaient à la chaîne pour les grands studios de Bombay (Mumbai) s'offrirent à cette occasion une petite parenthèse de liberté. Le label World Psychedelic Funk Classics évoque (après avoir visité les cas équivalents turc et brésilien) cette incroyable et peu connue part d'ombre des lumières pailletées de Bollywood. Ainsi durant l'âge d'or de ce dernier, éclatèrent de passionnantes hybridations psychédéliquies, rock ou funky, conservant pourtant toute leur indianité. Make it local!  
King Martov



CD  
**SELAH SUE**  
Selah Sue  
Because  
Du haut de ses 21 ans, la petite belge poursuit la parfaite carrière pour apparaître dans la BO de la série télé du moment (par exemple l'excellente *How To Make it in America* !) ou placer une synchro (le fond sonore d'une pub). Sa collaboration avec le fantasque Cee-Lo Green y apporte la caution US toujours utile face à l'endurant complexe du vieux continent dans le registre musical. Pourtant ce disque mérite attention. Sa voix exceptionnellement soul a de quoi renverser les préjugés. Enfant gâtée de la génération MP3 qui a tout digéré avant le bac, elle sait déjà parfaitement passer des ambiances sombres à l'intimisme new wave aux ballades bluesy embaumant le bon cru d'un Terry Callier. Le plus surprenant reste son hommage insistant au reggae « dancehall », comme un jardin secret décalé dans son univers d'une blue eyed girl. On comprend mieux pourquoi l'iconoclaste de la Black Music, la trop rare Meshell Ndegeocello, l'accompagne à la basse sur son morceau *Mommy*.  
K.M.



EXPO  
**CÉSAIRE & LAM, « NOUS NOUS SOMMES TROUVÉS »**  
Paris, Grand Palais (jusqu'au 6 juin)  
Rebuté par Césaire qu'il voulait rencontrer en 2005, « *prié de ne pas s'exprimer* » à ses obsèques en 2008, l'obstiné de l'Élysée s'est vengé en 2011, annonçant le 7 janvier qu'il le ferait entrer au Panthéon... sous forme de plaque accompagnée de discours le 6 avril. Destinée à accompagner le sudit « hommage national », cette petite exposition organisée un peu à la hâte par Daniel Maximin (de moins en moins « écrivain anticolonialiste » et de plus en plus fonctionnaire de la culture) présente des œuvres qui méritent certainement d'être vues ou revues (une série d'eaux-fortes, 7 dessins, 8 tableaux de Lam entre 1941 et 1969, *Antille*, splendide tableau de Masson, 13 gravures et une toile de Picasso, quelques écrits de Césaire). Si elle évoque correctement la rencontre entre Lam, Breton, Masson et Césaire en 1941, c'est pour en relativiser les implications révolutionnaires et tout ce qu'elles gardent d'actualité, serait-ce au Panthéon.  
Gilles Bounoure



POLAR  
**GUERRE SALE**  
Dominique Sylvain  
Viviane Hamy / 18 euros  
Voilà ce qu'on aime : une intrigue savamment compliquée, à la John Le Carré, des arrière-plans avec la Françafrique, Clearstream, le 104 (allusion pour les Parisiens), quelques ficelles judicieusement tirées du grand roman populaire (*Damnation ! C'était son fils* !) et de goûteuses réflexions sur la langue française, émanant d'une stripteaseuse yankee (« *Comment peut-on qualifier de mignon un filet de porc ?* »). Profitons-en pour signaler la sortie pour 7 euros en Points-Poche policiers (P2526) du savoureux *Manta Corridor* (2006) du même auteur avec les mêmes détectives.  
Paul Louis Thirard

## EXPO Arrière-plans du paysage romantique

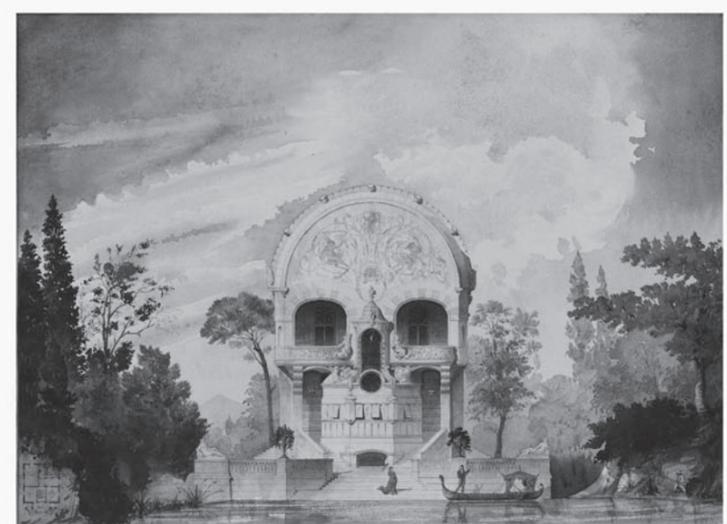
Dans les réactions que suscite l'actuelle crise écologique mondiale, le sentiment romantique de la nature est rarement absent. Deux expositions parisiennes, au Grand Palais et au musée de la Vie romantique, en retracent l'émergence et la diffusion.

D'ampleur très différente, ces deux belles expositions, « *Nature et idéal. Le paysage à Rome 1600-1650* » (Grand Palais, jusqu'au 6 juin) et « *Jardins romantiques français. Du jardin des Lumières au parc romantique 1770-1840* » (musée de la Vie romantique, jusqu'au 17 juillet), se complètent néanmoins sur le plan chronologique comme sur celui des idées. D'abord développée par les artistes flamands à l'attention de leur clientèle bourgeoise, la peinture de paysage suscita au début du XVII<sup>e</sup> siècle l'engouement de l'aristocratie romaine et des princes de l'Église, sans doute désireux de renouveler l'iconographie de la Contre-Réforme. Les artistes travaillant à Rome se mirent à l'école des peintres du Nord, intitulant souvent leurs œuvres « *Paysage avec...* » tel ou tel personnage de la mythologie ou de « l'histoire sacrée », parfois minuscule ou comme englouti dans le vaste décor naturel. Ce genre reçut son aboutissement le plus spectaculaire avec le Lorrain et l'admirable Poussin, le seul à atteindre ici les cimes d'un classicisme déjà nettement préromantique. La peinture de paysage se diffusa ensuite jusque chez les citadins les plus modestes. Mais ce furent les plus riches des partisans des Lumières qui entreprirent de transposer ces tableaux sur le terrain de leurs vastes propriétés, mêlant le style du « *jardin anglais* » ou « *chinois* » à ce qu'ils avaient retenu de leurs voyages d'agrément, dans la campagne romaine notamment. L'exemple le plus connu est celui du marquis de Girardin, qui accueillit Rousseau à la fin de

sa vie et lui édifia un tombeau à l'antique dans son parc d'Ermenonville, aménagé pour favoriser les rêveries des promeneurs, solitaires ou non. Ces jardins paysagers, parfois situés en pleine ville, comme celui de Beaumarchais près de la Bastille, s'agrémentaient de « fabriques », édifices « pittoresques » allant de la construction pseudo rustique à la fausse ruine classique ou gothique. « *Le point de vue doit varier autant que possible d'un endroit à l'autre* », tel devait être le principe de ces paysages artificiels selon l'Anglais Blaikie, le plus réputé de leurs architectes. Non moins que les tableaux de Poussin, ces jardins et parcs romantiques relevaient de la construction intellectuelle, mais avec des conséquences historiques que n'eurent pas les premiers. On y acclimata des essences exotiques, aujourd'hui largement répandues en France et dans le reste de l'Europe, on y mena des expérimentations botaniques, et on leur consacra une littérature de plus en plus abondante, notamment à l'attention du public féminin. Comme le montrent l'exposition du musée de la Vie romantique et son catalogue très documenté, les femmes, tenues à l'écart de tout domaine

d'importance, scientifique ou autre, furent admises à herboriser et à développer des compétences botaniques souvent supérieures à celles des hommes, du fait d'un « sentiment de la nature » censément plus développé. Malgré de tels à-côtés sexistes ou religieux, la diffusion des idées romantiques en matière de nature et de paysage eut aussi le mérite salutaire, en plein essor du capitalisme de fabrique, de semer les premiers doutes sur l'avenir industriel de l'humanité.  
Gilles Bounoure

CLARIS, XIX<sup>e</sup> S. FABRIQUE EN VANITÉ  
AQUARELLE SUR PAPIER, DÉBUT XIX<sup>e</sup> S.  
COLLECTION PARTICULIÈRE, PARIS © DROITS RÉSERVÉS



# Tapie-Lagarde-Sarkozy La question à 390 millions d'euros

Dans les méandres de la nouvelle affaire Tapie, il est parfois un peu compliqué de s'y retrouver, d'autant qu'il faut d'abord se familiariser avec quelques termes techniques abscons tels que « structure publique de défaisance » ou encore « tribunal arbitral »... Essayons donc de faire simple !

Depuis une quinzaine d'années, une série impressionnante de procédures judiciaires oppose Bernard Tapie au Crédit Lyonnais ou, plutôt, au CDR, la structure chargée d'apurer les comptes de l'ancienne banque publique. À l'origine, il y a le mandat confié au début des années 1990 par Tapie au Crédit Lyonnais : vendre ses sociétés, afin de pouvoir devenir ministre de François Mitterrand. La banque va alors vendre la société Adidas, le fleuron du groupe Bernard Tapie, en dessous de sa valeur et surtout se la vendre en partie... à elle-même ! Avant de mettre en faillite et en liquidation le groupe Tapie. Depuis cette époque, Tapie crie à l'escroquerie et tente par tous les moyens de récupérer ses sous. Entre-temps, le Crédit Lyonnais a été privatisé, en 1999. Une fois de plus, la règle « nationalisation des pertes, privatisation des profits » est appliquée : via le CDR, c'est à l'État qu'il appartiendra d'éponger actifs pourris, créances douteuses et éventuelles indemnités pour préjudice qui pourraient être décidées par la justice. Le ministre qui signe ce potentiel chèque en blanc au détriment des finances publiques n'est autre que Dominique Strauss-Kahn. Côté procédures judiciaires, les rebondissements ont été nombreux : les différentes instances judiciaires donnent alternativement raison (partiellement) à Tapie ou le déboutent. En 2007, Tapie se prononce vigoureusement en faveur de Nicolas Sarkozy qui, une fois élu, va lui manifester toute sa gratitude. Car, c'est à ce moment que survient la décision à l'origine du scandale qui vient d'éclater. La « justice de la République » – comme ils disent... – est dessaisie au profit d'une justice privée, un « tribunal arbitral »... qui va s'empresse, en juillet 2008, d'accorder à Tapie le jackpot : 390 millions, dont 45 pour préjudice moral ! Grande générosité et sens de l'humour... Deux ans plus tard, un rapport d'information parlementaire ainsi qu'un rapport de la Cour des comptes révèlent le rôle de premier plan joué par la ministre de l'Économie. Ainsi, Christine Lagarde a autorisé le recours à la procédure d'arbitrage et, une fois l'arbitrage rendu, laissé le CDR

renoncer à tout recours en annulation, avant d'assurer elle-même dans les médias le service après-vente d'une décision qui oblige à puiser dans les finances publiques – pourtant exsangues, non ? – pour arroser le nouvel ami de Sarkozy... Pour faire bonne mesure, les rapports révèlent également quelques falsifications de documents de la part d'un dirigeant du CDR.

## État de classe, président des riches

Quelques mois après l'explosion de scandales politico-financiers ayant accompagné les derniers mois de présence au gouvernement d'Éric Woerth, le mauvais feuillet de l'indemnisation de Bernard Tapie a donc un immense mérite pédagogique : éclairer pour un large public la nature de l'État et de ses sommets, ainsi que leur fonction dans la société capitaliste. Traditionnellement, conservateurs, libéraux et partisans du système présentent l'État comme une institution neutre, garante de l'intérêt général. À quoi, ceux qui se réclament de la pensée critique socialiste – notamment marxiste – rétorquent qu'il n'en n'est rien et que l'État défend en réalité non l'intérêt général mais des intérêts privés, minoritaires qui plus est : ceux de la classe dominante. C'est-à-dire, sous le capitalisme, ceux de la grande bourgeoisie, propriétaire des grands moyens de production. Encore, dans cette approche, le terme « intérêts privés » est-il en général pris dans un sens global, quasi abstrait : l'État est chargé de garantir l'ordre social, le maintien des conditions de l'exploitation capitaliste et, partant, la pérennité des profits pour la bourgeoisie dans son ensemble, en tant qu'être collectif.



Avec le pouvoir sarkozyste et ses dérives mafieuses, l'avantage est que l'abstraction, le « collectif » et le « global » – qui se cachent sous les expressions « classe dominante » ou « bourgeoisie » – s'incarnent en quelques personnages, peu nombreux mais emblématiques, dont la principale caractéristique est d'être riches. Très riches, même. Et avides de le devenir plus encore ! Désormais, le terme « intérêts privés » est donc à prendre au pied de la lettre, dans son acception quasi individuelle : le pouvoir d'État tout comme les ressources publiques sont entièrement mobilisés au service de la défense des appétits et des intérêts matériels et financiers immédiats – et considérables – des amis du président. Au détriment, évidemment, des salariés et des contribuables. Et au bénéfice des Bernard Arnault, François Pinault, Liliane Bettencourt, Martin Bouygues, Vincent Bolloré, etc. Et, plus récemment, de Bernard Tapie, donc. Allez : pour un peu, on en deviendrait... anticapitaliste !

François Coustal

## Centenaire

Maurice Nadeau aura 100 ans pour le joli mois de mai 2011.

« J'ai honte d'arriver à cet âge-là », a déclaré ce grand maître de la littérature et de l'édition. Le maire de Paris lui a remis la médaille d'honneur de la ville et Momo a répondu « Les honneurs déshonorent... comme disait Flaubert ». 100 ans et toute sa tête. Un rêve pour tous les marxistes conscients ?

Mais qui est Maurice Nadeau se demanderont quelques nouveaux « anticapitalistes » fraîchement arrivés ?

Né en mai 1911, orphelin de guerre, il entre à l'École normale supérieure de Saint-Cloud à la fin des années 1920 ; en 1930, il adhère au PCF où il découvre le marxisme. Il lit alors Lénine puis Trotsky et fréquente Louis Aragon, André Breton, Jacques Prévert, Benjamin Péret.

Exclu du PCF en 1932, il rompt avec le stalinisme et devient un des premiers membres de la Ligue communiste en 1934. Les divisions enfantines des partisans du « vieux »\* en France, le laisseront amer mais ne le feront pas renoncer.

Il collabore avec André Breton à la revue *Clé* qui dénonçait l'internement en France des républicains espagnols dans le contexte de la montée de la guerre. Après le bref épisode de sa mobilisation, il reprend l'enseignement sous l'occupation nazie, et s'engage dans des activités politiques clandestines. Son réseau de Résistance (qui comprenait un soldat allemand qui sera fusillé) sera démantelé au cours d'une rafle : David Rousset (*Les Jours de notre mort*) et plusieurs de ses membres seront déportés. L'épouse de David Rousset aide alors Nadeau à échapper à la déportation.

Cette première partie de sa vie l'amène, en 1945, à publier une *Histoire du surréalisme*, qui est encore aujourd'hui un ouvrage de référence.

Il fera par la suite connaître des auteurs majeurs comme Georges Bataille, René Char, Henri Michaux, Robert Antelme, Louis Guilloux, Michel Leiris, Malcom Lowry, Claude Simon, Henry Miller, Yves Bonnefoy, Salah Stétié...

Il entreprend l'édition des œuvres du Marquis de Sade. Il étonne ses contemporains en prenant la défense de l'antisémite Louis-Ferdinand Céline en arguant que le génie était au-dessus des idéologies même les plus répugnantes.

Il lutte ensuite pour l'indépendance de l'Algérie avant de commencer à publier la *Quinzaine littéraire* qu'il anime encore aujourd'hui.

À son actif ou à son passif, aux lecteurs de se faire leur opinion, c'est lui qui a lancé Michel Houellebecq. À 100 ans, il entend encore son père, en partance pour Verdun en 1916, dire à sa mère :

« Ne t'en fais pas, je reviendrai ».

S. Chardon

\* Surnom de Trotsky

## courrier

Écrivez-nous : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

**Malaise P. S. (mail) :** Très grand malaise éprouvé à lire dans *Tout est à nous* ! n° 97 (7 avril 2011), un passage comme ceci (page 10), dans l'article « Halte à l'instrumentalisation de nos luttes à des fins racistes » – déjà, quel titre ! « [...] Poussés par l'urgence de la situation et la volonté de lutter contre la confiscation de notre parole, nous étions plus de 150 féministes, pédés, gouines et trans, musulmanEs et non-musulmanEs, issusEs d'orgas ou d'associations qui n'ont pas l'habitude de travailler ensemble [...] ».

J'ai mis en italique le passage que je trouve dingue. Je NE comprends PAS que le NPA puisse reprendre à son compte une « détermination » des individus en fonction d'une religion – quelle qu'elle soit. Je pense qu'il s'agit d'une dérive grave qui, pour moi, met en jeu le maintien de mon abonnement à *Tout est à nous* !

## N° 100 de Tout est à nous !

= numéro spécial

À l'occasion de la sortie du numéro 100, *Tout est à nous* ! sortira sur 16 pages avec notamment un dossier de 4 pages sur le Front national.

Cela doit être aussi l'occasion de le diffuser massivement, notamment dans les manifestations du 1<sup>er</sup> Mai. Seuls les exemplaires vendus seront facturés. Alors, passez vos commandes sans tarder à : [diffusion.presse@npa2009.com](mailto:diffusion.presse@npa2009.com) tel. : 01 48 70 42 31

## 1871-2011, la Commune de Paris a 140 ans

*Tout est à nous* ! La Revue y consacre un numéro spécial. Vous pourrez y lire : Louise Michel place de la Casbah, un édito d'Olivier Besancenot, un article sur les premiers pas du mouvement ouvrier français entre 1830 et 1871. Mais aussi, des éclairages sur les Communes de province, la situation des femmes et des étrangers sous la Commune ; des extraits d'un texte de Daniel Bensaïd dans lequel il revient sur la manière dont la Commune a influencé la pensée de Marx ; des analyses des textes de Marx, Lénine et Trotsky sur le sujet, un texte d'Alternative libertaire : *Révolution populaire et mandat impératif* ; un extrait d'un livre à paraître d'Isaac Johsua, *la Révolution selon Marx...*



**Le mariage n'était pas blanc, le gouvernement a les mains sales**

Quand l'État s'acharne dans sa chasse aux sans-papiers et à leurs soutiens...  
Le 25 octobre, Farid, citoyen algérien, et Cindy, citoyenne française désirent officialiser leur famille par le mariage, puisque Cindy est enceinte de trois mois. Le matin, une descente de la police des frontières au domicile contraint Farid à s'échapper par les toits avec l'aide du comité de soutien auquel est lié le NPA. Il se cache durant quinze jours.  
Le 10 novembre, nouvelle tentative pour le mariage à Aspres-sur-Buëch (Haute-Alpes).  
Ce jour-là, la petite commune est littéralement bouclée par la police des frontières : barrages filtrants, prise d'identité des soutiens au mariage. Heureusement, la police n'a pas la photo du marié. Quelques minutes avant la cérémonie, le couple est protégé à l'intérieur d'un maul, comme au rugby, organisé par une cinquantaine de soutiens et, sous les lacrymogènes, conduit à la mairie où le mariage a enfin lieu.  
Quatre mois plus tard, notre camarade Joël, qui avait participé à l'opération, est convoqué au commissariat de Gap ainsi qu'Armand, le grand-père de la mariée ; au bout de plus de deux heures d'interrogatoire, une inculpation pour outrage, menaces et violences sur agents de la force publique leur est signifiée : ils risquent trois ans d'emprisonnement et 45000 euros d'amende. Joël ayant par ailleurs refusé le prélèvement d'ADN risque en plus un an d'emprisonnement et 15 000 euros d'amende. L'avocate de Joël et Armand souhaite présenter une liste conséquente de soutiens : une pétition est en ligne sur le site ERSF : <http://resf.info/P1877>  
Il est indispensable de recueillir un maximum de signatures avant le 20 avril.  
Parce que faire respecter un droit ne peut devenir un délit, parce qu'il est hors de question de laisser inculper des victimes de violences policières, soutenons Joël et Armand.

**Besançon (Doubs).  
Carte scolaire : la répression**

La mobilisation ne faiblit pas sur la question de la suppression de postes dans l'Éducation nationale dans le Doubs (lire *Tout est à nous!* de la semaine dernière). Lundi 4, à la suite d'une réunion de concertation à l'Inspection d'académie, les manifestants, dont de très nombreux parents, décident d'occuper l'Inspection. Dans la soirée, ils sont dégagés sans ménagement par un nombre impressionnant de CRS.  
Mercredi 6, nouvelle manifestation, appelée par un collectif regroupant parents et enseignants, « Du boucan pour l'école ». Plus de 500 personnes ont parcouru les rues de Besançon, casseroles en main, tambourins et sifflets pour rappeler leur opposition aux fermetures de classes. Devant le rectorat, le bruit s'est intensifié. Sans que rien ne le justifie, au bout d'un moment, les policiers ont fait usage de leurs matraques pour repousser les manifestants et surtout utilisé les lacrymogènes, en présence de jeunes enfants. Grande émotion en ville, qui a obligé le préfet à réagir publiquement... pour justifier l'intervention policière.  
Mardi 12, nouvelle mobilisation avec une manif à reculons, parce qu'ils veulent faire reculer l'école. De cette mobilisation prolongée, deux premières leçons peuvent être tirées. La première est que les parents s'investissent fortement dans la mobilisation. Une organisation en réseau s'est mise en place, avec plusieurs dizaines de parents de plusieurs écoles qui correspondent et organisent la mobilisation. Le second aspect renvoie à la liaison effectuée avec les organisations syndicales, en particulier la FSU et SUD, avec lesquelles toutes les décisions sont prises en commun. Une liaison rarement réussie, à souligner pour la suite de la lutte.

**Vitry-sur-Seine avec les sans-papiers**

Samedi 9 avril, près d'une centaine de personnes ont manifesté à Vitry pour la régularisation de tous les sans-papiers, contre la politique raciste de Sarkozy. À l'appel du Comité des travailleurs sans papiers de Vitry et des organisations de gauche (NPA, PCF, EÉ-LV, LO, Attac, Mrap, RESF...), la manif a rassemblé moins de monde qu'on aurait pu l'espérer, vu l'ampleur que prend la traque aux sans-papiers. La situation est difficile pour les sans-papiers. À Vitry, sur environ 120 dossiers déposés, seule une dizaine a donné lieu à des régularisations (du même ordre de grandeur que le dépôt des grévistes CGT, qui sont également massivement rejetés) et près de 80 obligations de quitter le territoire français (OQTF) ont été reçues. Malgré tout, cette manifestation était dynamique. Elle a permis aux sans-papiers de maintenir la visibilité du collectif, et également de lancer localement la mobilisation pour la manif nationale du 28 mai pour la régularisation des sans-papiers, contre le racisme. Le centre-ville de Vitry a été bloqué durant deux heures, malgré notre petit nombre. La manif a été entendue dans les quartiers populaires que nous avons traversés. L'arrivée place du Marché a été très chaleureuse, les manifestantEs dansaient sur la route, sur le trottoir, les applaudissements étaient nombreux et faisaient chaud au cœur, montrant qu'une grande partie de la population des quartiers populaires rejette le discours du gouvernement contre les immigrés.

**Chili, les « Damnés de l'eau » à Pau**

Depuis une dizaine d'années, les villageois de Camaines, au Chili, résistent contre la multinationale minière Pelambres. Propriété d'actionnaires japonais et chiliens, la compagnie minière détruit une vallée : un immense barrage, fait de terre et de sable, a été construit et la rivière est à sec. Cet endroit est devenu la plus grande poubelle chimique d'Amérique latine. Dans ce pays où les tremblements de terre sont fréquents, les habitants vivent sous la menace permanente de la rupture du barrage qui a été construit juste au-dessus du village, sans respecter les normes anti-sismiques. L'air est pollué, les arbres fruitiers, activité principale de la vallée, sont moribonds. L'eau qui alimente le village devient rare et empoisonnée. Les villageois nous ont raconté « *qu'elle coule jaune, et que les rizières deviennent verts à son contact* ». Aucun laboratoire chilien n'a accepté d'effectuer des analyses de cette

eau, ce qui en dit long sur les complicités à l'œuvre dans le pays.  
D'ailleurs la multinationale continue d'avancer : par la corruption massive qui a fait que le gouvernement de « la concertation » (PS et DC) a accepté le projet alors que la Cour suprême s'était prononcée contre ; par l'intimidation et la répression contre les habitants, qui, après avoir épuisé tous les recours, ont mené une grève de la faim pendant 81 jours. Au Chili, aucun média ne parle de leur lutte, ils se sentent condamnés à mourir dans leur coin...  
Jean Ortiz et Dominique Gautier ont retracé cette lutte dans leur documentaire, *les Damnés de l'eau*<sup>1</sup>.  
Deux habitants de Caimanes, Juan Ruiz et Juan Villalobos ont été invités par le festival Culturamérica à venir à Pau apporter leur témoignage. Ils ont tous les deux participé à la grève de la faim et en gardent des séquelles physiques (vision très détériorée, problèmes digestifs). Leur présence n'est

pas bienvenue dans l'Europe de Schengen. Malgré des passeports et des visas en règle, des billets d'avion aller-retour, une invitation de l'université de Pau, ils ont été retenus à Madrid à leur sortie de l'avion, et seule la menace d'un scandale médiatique a permis qu'ils ne soient pas renvoyés au Chili. Des échantillons d'eau de Camaines qu'ils avaient emportés avec eux à des fins d'analyse ont mystérieusement disparu de leurs bagages.  
Ils espèrent que leur voyage en France permettra de briser le silence qui a jusqu'à présent entouré leur lutte. Les multinationales pensent pouvoir détruire les hommes et les terres en toute impunité contre de l'argent. L'eau et l'air sont des biens communs que nul ne doit s'approprier. La lutte des habitants de Caimanes est la nôtre.

**Marianne Ligou**

1. <http://www.youtube.com/watch?v=PeTK0slmeNY>

**Lyon, une riposte nécessaire !\***

Rebeyne, vous connaissez ? Non ? Les camarades antifa de Lyon et de sa région, oui ! Car c'est sous ce nom que sont connus là-bas les militants du Bloc identitaire. Connus et comment ! Depuis deux ans, alors qu'on constate comme ailleurs un renouveau d'activité des organisations situées à droite du FN, ici, pas seulement question d'apéro pinard-saucisson (fût-il lyonnais !). On n'hésite pas à passer à la « vitesse supérieure ». Qu'on en juge :  
- 22 janvier 2010 : tentative d'attaque d'un rassemblement de protestation contre le « débat sur l'identité nationale », malgré la bienveillance de la maison poulaga, mise en déroute des attaquants !  
- 6 mars 2010, trois militants de la CNT sont violemment agressés place Saint-Jean dans le 5<sup>e</sup> arrondissement de Lyon, alors qu'ils sortaient d'un restaurant.  
- 7 mars 2010, action anti-hallal au Quick de Villeurbanne avec entre autres slogans : « Première, deuxième, troisième génération. Nous sommes tous des mangeurs de cochon ».

- Mai 2010, agression violente du kiss-in contre l'homophobie...  
La liste est longue et non exhaustive. Il y avait déjà eu une manif antifa importante l'année dernière à peu près à la même date (10 avril) et déjà pour protester contre ces agressions diverses. Manif importante et en nombre et en qualité tant le Collectif 69 de Vigilance a su réunir autour de lui organisations, associations locales et sections syndicales !  
Et puisque « cent fois sur le métier, il faut remettre son ouvrage », il a fallu encore sortir dans le rue samedi 9 avril pour dénoncer la gangrène sociale et le danger fasciste, puisque de nouveau trois militants ont été attaqués à coups de matraques et de lacrymo lors d'une distribution de tracts près du lycée Jean-Paul-Sartre. Sans oublier une agression en janvier dernier, avec batte de baseball à dix contre deux, d'un jeune couple sortant d'un concert. La jeune fille, touchée à la tête, a de graves séquelles à vie. Moins nombreux que l'an dernier, les manifestants étaient quand

même 2000. L'objectif, non atteint, était de rejoindre un local « associatif » servant en fait de QG à des membres ouvertement néonazis : Lyon Dissident qui utilise un local à Gerland, le BKL (pour Bunker Korps Lyon), notamment pour des concerts ! Inutile de préciser que la police a tout fait pour empêcher cela ! Partie remise ? En tout cas une chose est sûre : nous avons su, nous savons, nous saurons autant de fois que nécessaire descendre dans la rue pour leur dire Stop !

**Correspondants**

\* À celles et ceux qui peut être doutent de la dangerosité des néofascistes « modernes » ou « archaïques », le même jour que l'agression des trois militants, la cour d'assises de Reims avait à juger ceci : « parce qu'il avait le teint basané et semblait efféminé », quatre skinheads ont torturé et tué un jeune homme de 21 ans en 2007 en Champagne. « Pour masquer les cris de douleur de la victime, ils passaient à fond des chants et du rap néonazi ». Sur la musique entre autres de Légion 88, voilà un groupe qui ne déparerait pas au BKL !

**Précaires de l'ENS : 190 jours de grève !**

Depuis cinq mois, des travailleurSEs de l'École normale supérieure (Paris) luttent, avec des élèves et étudiantEs, pour l'amélioration de leurs conditions de travail et la titularisation ou au moins le passage en CDI des précaires. Depuis le 11 janvier, une douzaine de précaires de la restauration et du ménage, et quelques titulaires d'autres services, sont en grève reconductible. La grève s'autofinance par la vente quotidienne de sandwiches dans le hall ; elle est dirigée par une AG qui se réunit régulièrement.  
Grâce à ce rapport de forces et face à l'incapacité de la direction de l'ENS, l'Union générale des fédérations de fonctionnaires CGT a négocié avec Georges Tron, secrétaire d'État à la Fonction publique, un protocole de fin de conflit satisfaisant (titularisation des précaires du ménage et de la cantine début 2012, CDI en attendant). Pour Tron, il s'agit de donner des gages à la CGT pour que celle-ci soutienne son projet de loi sur la précarité dans la Fonction publique (visant à généraliser les CDI au détriment du statut). Mais craignant qu'une victoire à l'ENS ne fasse tache d'huile, la ministre de l'Enseignement supérieur, Valérie Pécresse, s'oppose à ce protocole et en a rédigé un autre, qui propose aux salariéEs de la cantine des CDI dans le cadre du Crous – soit une externalisation déguisée, impliquant une aggravation des conditions de travail et la séparation de celles et ceux qui sont actuellement en lutte et des autres.  
Chaque ministre défend ainsi son protocole contre l'autre – nouvelle preuve des divisions du gouvernement. Le conflit à l'ENS est remonté au plus haut niveau de l'État :



(PHOTO THÈQUE ROUGE/GP)

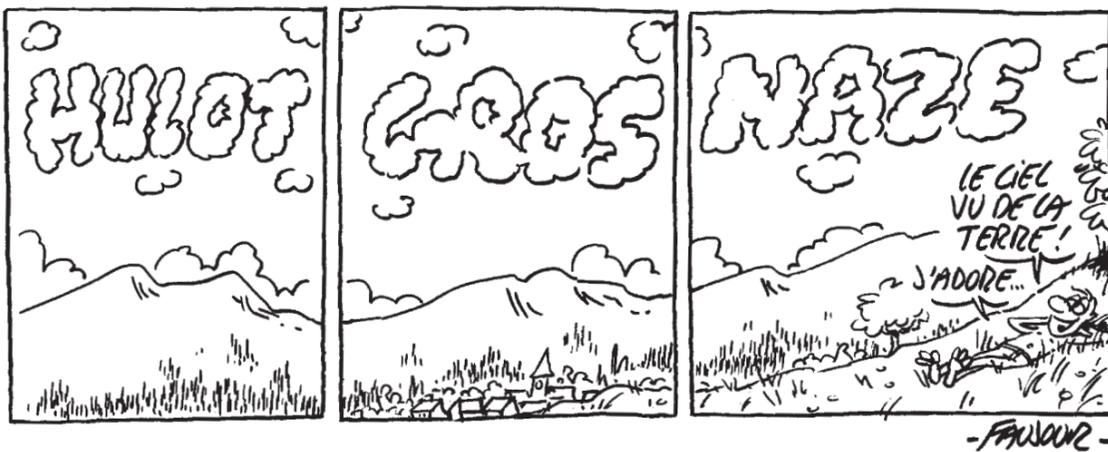
Tron a fait appel à Fillon pour arbitrer et c'est Bernard Thibault qui a porté le dossier à Matignon ! La question de la démission de Monique Canto-Sperber, directrice de l'ENS renommée par Sarkozy en novembre, a été soulevée par l'AG et semble posée au niveau du gouvernement.  
Depuis le 22 mars, nous occupons jour et nuit les bureaux de la direction, dont les fenêtres arborent fièrement nos banderoles avec les drapeaux de la CGT et de SUD. Nous dormons dans nos sacs de couchage posés le long de meubles anciens, sous les lustres et les lambris couverts d'affiches aux slogans imaginatifs... Nous bloquons les bureaux en organisant des tours de garde : le pouvoir à l'ENS est en partie paralysé. Il y a désormais deux AG par jour, le matin pour les questions urgentes, le soir pour la gestion de l'occupation et des discussions plus générales, avant le repas commun.  
Ce mouvement est riche d'enseignements. Auto-organisé, autofinancé, il a donné lieu à une politisation spectaculaire des grévistes, qui se sont touTEs syndiquéEs et qui

s'expriment en AG. Les débats politiques de tout type se multiplient (sur le sexisme au sein du mouvement, sur les « tags » et la réappropriation de l'espace, etc.). Ce mouvement a été permis par la préexistence à l'ENS d'étudiantEs et de travailleurSEs organisés au NPA, au PCF, au PG, à SUD étudiant, à la CGT. Il confirme que la combativité ouvrière n'est pas morte et qu'une grève offensive, résolue et démocratique peut construire un rapport de forces favorable, y compris contre des ministres.

**Comité NPA de l'ENS**

*DERNIÈRE MINUTE : la direction de l'ENS, tout en concédant des CDI au bout de trois ans d'ancienneté pour touTEs les précaires, sort l'arme de la répression : elle a saisi le tribunal administratif qui a ordonné l'évacuation des lieux, mettant à l'ordre du jour une possible intervention policière. L'AG du lundi 11 avril a décidé de ne rien lâcher en réaffirmant l'objectif de la titularisation et en maintenant l'occupation jusqu'à l'avancée réelle des négociations.*





## Le chiffre

# 3 %

**C'est la proportion d'enfants d'ouvriers dans les classes préparatoires en lettres et sciences sociales, selon Libération. La part des étudiants issus des classes populaires (agriculteurs, ouvriers, employés) a baissé depuis quatre ans et n'est que de 31 %, selon l'Observatoire de la vie étudiante. Ils ne sont que 18 % en classes préparatoires. C'est le bilan de Sarkozy qui disait pendant sa campagne électorale que « les grandes écoles, ça n'est pas réservé à quelques initiés, aux enfants de la grande bourgeoisie, c'est pour tout le monde ». Sa politique de méritocratie choisie consiste à généraliser la pauvreté en milieu étudiant tout en ouvrant l'accès à une infime minorité issue des milieux modestes des filières ultrasélectives comme l'ENA.**

**Guéant contre la nouvelle garde à vue.** La nouvelle loi sur la garde à vue, rendant celle-ci compatible avec la Constitution et améliorant les droits de la défense, a été votée, mardi 12 avril. Chaque gardé à vue aura maintenant le droit d'être assisté par un avocat dès la première heure, son droit au silence lui sera rappelé, les fouilles au corps seront encadrées et le parquet contrôlera mieux le déroulement de la garde à vue. La police ne pourra y recourir que si la personne est soupçonnée d'un crime ou d'un délit puni d'emprisonnement. Jusqu'à présent, pour faire du chiffre selon les directives de Sarkozy, la garde à vue était ordonnée de manière systématique et arbitraire, même pour les délits les plus mineurs. Cette disposition devrait faire baisser le nombre de gardes à vue - 800 000 par an actuellement. Reste à savoir comment cette loi sera appliquée car elle paraît insupportable à la droite extrême et aux syndicats policiers de droite. Ainsi Claude Guéant, adversaire acharné de cette réforme, souhaite déjà un autre texte de loi pour la contrecarrer.

**Nouveau pas de Guéant vers le FN.** Le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, vient de déclarer vouloir réduire l'immigration professionnelle et le regroupement familial. Selon les chiffres de l'Office français de l'immigration et de l'intégration, les titres de séjour accordés pour régularisation familiale, notamment pour les conjoints de Français, ont fortement baissé en cinq ans (-10%) et ceux

accordés pour raison professionnelle sont stables. Après la chasse aux clandestins, cette volonté de remettre en cause l'immigration dans son ensemble est une avancée grave vers l'abîme xénophobe proposé par le Front national. Avancée aussitôt endossée par la majorité du gouvernement. Sauf la ministre de l'Économie, Christine Lagarde, qui, avec la présidente du Medef, Laurence Parisot, s'inquiète des conséquences économiques d'une baisse de l'immigration. La stigmatisation des immigrés, c'est bien utile pour faire oublier les responsables de la crise et l'inégalité des richesses, mais, comme le dit Parisot, il faut être « raisonnable » car nous en avons besoin pour les métiers les plus durs et les plus mal payés. Heureusement, deux récents sondages montrent que la majorité des Français ne sont pas tombés dans le piège : contrairement à ce que dit l'abominable Guéant, en grande majorité leurs préoccupations sont l'emploi, le pouvoir d'achat, les inégalités. En fin de liste figurent l'immigration, la laïcité et la sécurité.

**Islande: non c'est non !** Pour la deuxième fois, les Islandais ont voté massivement « non » au remboursement des 3,9 milliards d'euros dus, à la suite de la faillite en 2008 de la banque Icesave, à des créanciers spéculateurs hollandais et britanniques. Ce remboursement, reviendrait pour chaque Islandais à payer 12 200 euros. Le peuple islandais refuse de payer pour les dettes des banquiers, il l'a déjà dit une fois en février 2010 et, comme le

FMI et l'Union européenne insistent, il le redit aujourd'hui. C'est un camouflet pour le gouvernement de centre-gauche et la majorité parlementaire qui avait appelé à 70% à voter « oui » au nouveau plan de remboursement. Les partis dominants, de droite comme de gauche, parlent de « victoire du populisme », affichant ainsi leur mépris pour l'avis démocratique de la population. On peut penser que les peuples grec, portugais, irlandais et britannique, si on leur demandait leur avis sur les plans d'austérité qu'il subissent, feraient la même réponse.

**Les Slovénes font échec à la précarité.** Dimanche 10 avril, les Slovénes ont rejeté par référendum un projet gouvernemental introduisant de nouveaux contrats de travail précaires, les « mini-jobs », réservés aux chômeurs, aux étudiants et aux retraités. Les titulaires de ce contrat auraient été moins bien payés qu'avec les contrats types de durée indéterminée ou déterminée. Ils n'auraient bénéficié ni de congés maladie, ni de congés payés, ni d'indemnités de licenciement. La durée de travail serait limitée à 720 heures par an. Le but du gouvernement était de développer la précarité au travail au nom de la compétitivité des entreprises et d'exercer une pression générale à la baisse des salaires. Le plus important syndicat slovène, le ZSSS, a obtenu 40 000 signatures pour demander l'organisation d'un référendum sur cette question.

Durant la campagne électorale le gouvernement a déployé toute son énergie et son argent pour défendre son projet, dépensant trois fois plus que les organisations syndicales. Peine perdue, 80,16% des Slovénes ont massivement voté contre. C'est une magnifique victoire dans un pays de l'Union européenne contre les politiques ultralibérales.

**Jamais trop tôt pour bien faire.** La société de jouets espagnole Berjuan Toys vient de commercialiser une poupée révolutionnaire. Elle est livrée avec une brassière que doit enfiler la petite fille, sur laquelle deux fleurs symbolisent les seins. Il suffit d'approcher la bouche de la poupée pour que celle-ci se mette à téter. «The Breast Milk Baby permet aux jeunes filles d'exprimer leur amour et leur affection de la manière la plus naturelle possible, juste comme leur maman. Cette poupée représente une révolution parce qu'elle apprend aux fillettes des compétences nourricières dont elles auront besoin pour un jour élever leurs propres bébés en bonne santé», peut-on lire sur le site Internet de Berjuan Toys. Une révolution en effet... On attend avec impatience la prochaine édition de la poupée livrée avec des pinces à s'accrocher aux tétons pour faire plus réaliste (allailler, ça fait mal !).

**Sortie du nucléaire en Allemagne.** Deux ministres allemands viennent de rédiger un rapport dans lequel ils proposent de sortir du nucléaire d'ici 2020, c'est-à-dire plus vite que ce qui était envisagé. Les dix-sept réacteurs nucléaires allemands produisent un tiers de l'électricité du pays (contre 78% pour les 58 réacteurs français). Ils devaient fermer en 2022 mais Merkel leur avait accordé à l'automne un sursis de douze ans. Depuis l'accident de Fukushima et après la gigantesque manifestation antinucléaire qui a réuni 250 000 personnes, les sept réacteurs les plus anciens ont été arrêtés, peut-être définitivement. Cette décision a rendu furieux les parlementaires français défendant le lobby nucléaire, le gouvernement allemand étant accusé de « réagir sous l'émotion ». Dans un sondage, 60% des Allemands se disent pour une sortie « le plus rapidement possible » du nucléaire. Le plan du gouvernement comporte un soutien plus intensif aux projets éoliens, notamment en mer, associés à la construction de nouvelles lignes électriques. Des mesures fiscales touchant les gros consommateurs d'énergies sont également prévues.

## TOYOTA ONNAING La lutte continue



En grève depuis le vendredi 2 avril, une majorité des ouvriers des chaînes bloquent toujours plus de la moitié de la production malgré l'augmentation des cadences sur les lignes qui continuent de fonctionner. La venue de Nathalie Arthaud et d'Olivier Besancenot, vendredi dernier, avait donné un petit coup de pouce à la mobilisation à la veille du week-end. Et, agacé la direction qui n'aime pas la publicité faite autour des ses méthodes de management. Celle-ci annonçait le 12 avril du chômage technique lié au manque de composants venus du Japon. Intox ou réalité? En tout cas les salariés restent mobilisés pour leur prime de 800 euros indexée sur le nombre de jours de grève et donc rendue à 1600 euros aujourd'hui et le 13<sup>e</sup> mois. (ROBERT PELLETIER)

**NO COMMENT**  
J'aime Renaud sur certaines chansons, celle-là je ne l'ai pas entendue... je ne peux pas vous dire si je l'aime ou pas...  
NADINE MORANO, RÉPONDANT À LA QUESTION D'UNE JOURNALISTE DU FIGARO SUR LE PDG DE RENAULT, CARLOS GOSHN.

**TOUT est à nous !**  
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
Rédaction : 01 48 70 42 27  
Diffusion : 01 48 70 42 31  
Administration : 01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex  
Mail : redaction@npa2009.org  
Numéro ISSN: 1969-8178  
Commission paritaire: 0414 P 11508  
Tirage : 6 500 exemplaires  
Société éditrice: Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)  
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)  
Gérant et directeur de publication :  
François Coustal  
Impression :  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®